

l'Anticapitaliste

n°220 | 5 décembre 2013 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**CONTRE
LES POLITIQUES
RACISTES
POUR
L'ÉGALITÉ DES
DROITS**

**la marche
continue**

Dossier

**30 ans après la Marche
pour l'égalité et contre
le racisme Pages 6 et 7**



ÉDITO

**Travail du dimanche:
un trompe-l'œil qui ne
trompe personne Page 2**

PREMIER PLAN

**Centrafrique:
la Françafrique en
accusation Page 3**

ACTU POLITIQUE

**Front national: derrière
la « rediabolisation »,
la réalité Page 4**

LIBRE EXPRESSION

**Tribune de Nadir
Djermoune
Page 12**





Par ROBERT PELLETIER

Travail du dimanche: un trompe-l'œil qui ne trompe personne

Sous prétexte d'aller vers une « société qui s'adapte en gardant ses valeurs », le gouvernement s'appuyant sur le rapport Bailly, entérine et aggrave les possibilités d'ouverture des magasins le dimanche. Des ouvertures, aujourd'hui illégales ou dérogatoires, sont autorisées jusqu'en 2015. De plus, il propose d'autoriser tous les magasins à ouvrir douze dimanches par an, au lieu de cinq aujourd'hui.

En ce qui concerne la future législation, c'est la décentralisation des décisions sans cadre contraignant qui est à l'ordre du jour. Une version décentralisée du dialogue social dans laquelle les droits des salariéEs seront soumis aux rapports de forces locaux sans garantie sur les majorations salariales ou les horaires. Mais, à côté de la réaffirmation de la « spécificité » du travail du dimanche, le rapport Bailly avalise toutes les justifications et facilitations de son extension. D'un côté, les « attentes nouvelles du consommateur », et « l'importance des enjeux du tourisme ». De l'autre, l'indécence de l'évocation des « demandes de salariés qui peuvent être volontaires pour travailler le dimanche » et de la « question du travail des étudiants ».

Sous couvert d'un rapport « impartial », le gouvernement rend légal l'illégal, ouvrant la porte toujours plus grande à l'extension du travail du dimanche. Déjà, un quart des salariéEs sont contraints de renoncer au repos dominical. C'est le plus souvent pour ajouter quelques centaines d'euros à des salaires de misère, voire le seul moyen de s'assurer de maigres ressources pour vivre.

Il faut revenir aux seules obligations socialement impératives – services à la personne sociaux et sanitaires, besoins alimentaires journaliers, sécurité – et à la mise en place de ressources financières suffisantes pour toutes et tous, avec un minimum au niveau du Smic.

La hausse de la TVA c'est maintenant. La protection de la vie professionnelle et personnelle des salariéEs, ce n'est pas envisagé avant 2015...

À la Une

Contre les politiques racistes, pour l'égalité des droits, la marche continue

Le mercredi 27 novembre au matin, la police intervenait pour évacuer un campement de Roms à Saint-Ouen, dans la banlieue nord de Paris. Ce camp s'était agrandi suite aux expulsions de terrains qui avaient eu lieu dans tout le département du 93 l'été dernier. Près de 800 personnes, dont la moitié sont des enfants, se sont donc retrouvés à la rue, sans aucune solution de relogement, même provisoire, à l'entrée de l'hiver.

Les municipalités qui ont ordonné ces expulsions sont pour la plupart de gauche (PS ou Front de gauche), à l'instar de la mairie de Saint-Ouen dont la maire (FdG) avait signé l'arrêté d'expulsion ordonnant aux familles de quitter les lieux...

La scène pourrait presque paraître banale, car depuis des années, les expulsions se sont multipliées. Et l'élection de Hollande, avec l'arrivée de Valls au ministère de l'Intérieur,

n'y a rien changé. Il y a bien une continuité dans la désignation de boucs émissaires, le recours à des expulsions médiatisées et le discours musclé qui les accompagne.

Le lendemain, jeudi 28, le Réseau éducation sans frontière (RESF) faisait le bilan de la première année de circulaire Valls qui devait alors permettre d'apporter des réponses « humaines et fermes » censées clarifier et uniformiser les conditions de régularisation des sans-papiers,

qu'il s'agisse de parents d'enfants scolarisés, de travailleurs ou de jeunes majeurs scolarisés. La promesse de rompre avec l'arbitraire qui régnait sous le gouvernement Sarkozy a fait long feu. RESF constate : « la circulaire Valls de novembre 2012 a, dans les faits, manqué quasiment tous ses objectifs officiellement proclamés. (...) La circulaire Valls est à l'image de la politique migratoire du gouvernement, sans vision, sans rupture avec la politique précédente, souvent mesquine, inhumaine, arbitraire... ».

Après les actes, les paroles...

Ironie, mercredi 27 novembre au soir, jour où était détruit le campement Rom de Saint-Ouen, le Parti socialiste organisait un « grand meeting de la gauche » afin de « défendre la République contre les extrémismes ». Pour répondre aux attaques racistes d'une incroyable violence qui se sont multipliées ces derniers mois, en particulier celles dirigées contre Christiane Taubira, le PS avait décidé de reprendre l'offensive...

Et que croyez-vous que firent le Parti socialiste et ses amis ? Une remise en cause de la politique actuelle du gouvernement ? Des propositions pour une autre politique qui permettrait de redistribuer les richesses ? Pour le droit de vote des étrangers ? Contre la division, pour l'égalité des droits ? Mais non ! Ils ont convoqué à la Mutualité une série de ministres et de responsables politiques et en ont

tous appelé à la République. Comme si l'appel répété en boucle, presque incantatoire, à la République pouvait être une réponse à la situation.

Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, est lui aussi monté à la tribune pour donner sa leçon pour lutter contre le racisme. Il y a défendu... la République et la laïcité. Toutes les occasions sont bonnes pour agiter le chiffon du repli communautaire ! Puis de conclure à propos de Christiane Taubira : « *Aufond, ceux qui ont voulu s'en prendre à elle ont d'une certaine manière rendu un grand service. Ils ont fait la démonstration que la gauche pouvait enfin se réveiller, que la gauche était capable d'indignation.* »

C'est vrai, la gauche est capable de petites indignations. Mais de quoi d'autre ?

Contre la république du mépris

Il y a 30 ans, le 3 décembre 1983, la Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme arrivait à Paris après plusieurs semaines à travers la France. Lancée après une série de crimes racistes, de violences policières, et faisant écho à une campagne électorale marquée par la xénophobie et l'idéologie sécuritaire, l'histoire de cette marche rejoint la situation actuelle.

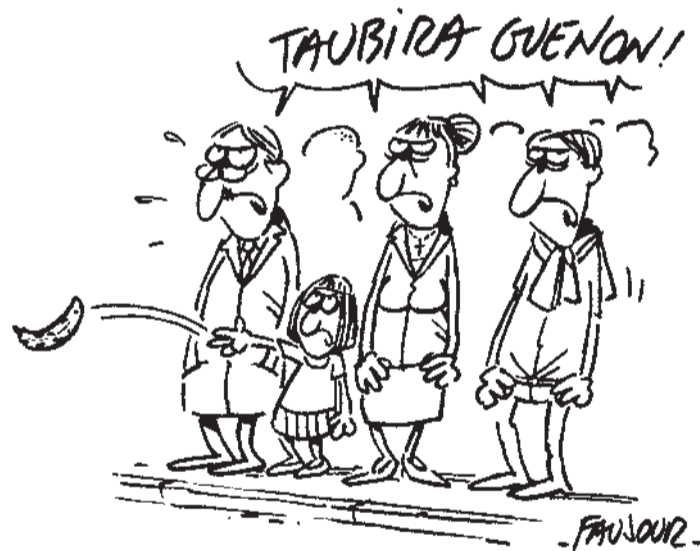
Ce samedi, nous serons dans la rue, au côté d'associations, de collectifs de quartier, d'organisations, vraiment de gauche. Cette fois-ci, il n'y aura pas Manuel Valls !

Cette manifestation doit être l'occasion de faire entendre d'autres voix. Celles qui refusent toute forme de racisme et de discrimination, et qui, comme l'affirme l'appel lancé par les organisateurs, propose « à toute la société d'autres solutions, celles de l'égalité des droits pour en finir avec la République du mépris ».

La marche continue.

Pierre Baton

LA PLANÈTE DES CONS



CENTRAFRIQUE La Françafrique en accusation

De nouveau, la France va jouer son rôle de gendarme de l'Afrique en envoyant 800 soldats supplémentaires (400 soldats déjà présents) en Centrafrique ravagée par les violences de la Seleka. Dans son rôle de sauveur des populations, la France cache mal sa responsabilité dans la faillite de ce pays.

L'annonce de l'intervention n'est pas une surprise puisque, il y a une quinzaine de jours, les troupes d'élite de la 11^e brigade parachutistes étaient sur place pour préparer le terrain dans ce petit pays qui compte 5 millions d'habitants.

La République centrafricaine est certainement l'archétype de la Françafrique puisque Paris n'a cessé de mettre ou de démettre les dictateurs. Tout le monde se souvient de la dictature ubuesque de Bokassa, mais

les autres ne valaient guère mieux. En 2003, avec l'aide du Tchad, la France installe militairement Bozizé qui ne cessera d'enfoncer son pays dans la crise, confortant le pouvoir de son clan en réprimant l'opposition. En 2011, Bozizé organisera une farce électorale qui recevra l'assentiment de Paris.

À force de soutenir des dictatures africaines, La France bloque toute possibilité de vie démocratique et de changement, les seules issues restant des coups de force violents dont souvent les premières victimes sont

les populations civiles.

Réplique du coup d'État

Si la Centrafrique est hélas habituée aux coups d'État, le dernier est certainement le plus meurtrier. En effet, la Seleka (« coalition » en langue Sango) qui s'est emparée du pouvoir est un regroupement hétéroclite de plusieurs rebellions rivales présentes dans le nord du pays. Elle est majoritairement composée de Tchadiens et de Soudanais. La victoire de la Seleka s'explique parce que Bozizé a été lâché par les Tchadiens

et les Français qui n'ont apprécié ni sa volonté de s'emanciper de son parain de N'Djamena ni son idée d'octroyer aux Chinois la prospection pétrolière du site de Boromata. Le nouveau dirigeant Michel Djotodia n'a quasiment plus aucune prise sur ces milices qui, en l'absence de chaînes de commandement, se livrent aux pillages et commettent les pires exactions contre les populations.

De plus, la grande majorité des membres de la Seleka sont musulmans et ciblent

les populations chrétiennes qui à leur tour exercent des représailles contre les populations musulmanes. Une fois de plus, les tensions communautaires ou religieuses sont exacerbées par des dirigeants, parmi des populations qui avant vivaient en bonne entente. Le gouvernement français a parlé de situation pré-génocidaire, ce n'est pas le cas. Un génocide est la conséquence d'une politique délibérée de discrimination et de haine contre une partie de la population s'accompagnant d'une

BIEN DIT

Une bonne partie des catégories à revenu moyen et faible ne s'en sortent tout simplement pas [...] Quand les impôts « tombent » dans les boîtes aux lettres et quand elle entend parler des choix budgétaires pour 2014 favorables aux entreprises, cette partie de la population estime que « trop, c'est trop ».

Jean Gadrey, « Impôts, fabrication du "ras-le-bol" et réalité de l'injustice », *Le Monde diplomatique*, décembre 2013.

Un monde à changer

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE. Les industriels du médicament ne cessent de répéter que le système des brevets protège et récompense l'innovation. Un brevet, c'est un monopole temporaire d'exploitation d'une durée maximale de 20 ans permettant de ne pas avoir à se préoccuper de la concurrence. En fait le système des brevets se combine avec le fait que les laboratoires pharmaceutiques, comme le reste de l'industrie, sont de plus en plus soumis à la recherche du profit: les investissements réalisés doivent rapporter beaucoup dans le plus bref délai. Dans cette jungle, tous les coups sont permis, au détriment surtout des malades. Des médicaments à l'utilité douteuse peuvent être mis sur le marché: sur 1120 principes actifs de médicaments, la moitié poserait problème (35% auraient un effet

nul et 15% un effet quasiment nul). Des essais cliniques peuvent être biaisés, occultant les dangers et majorant les effets positifs. Cette même logique a longtemps poussé les industriels à négliger les besoins des patients les plus démunis de la planète. Enfin, des prix élevés sont maintenus pour des médicaments d'importance vitale: il a fallu ainsi des pressions considérables pour que les laboratoires réduisent le prix des médicaments de traitement du sida distribués dans le tiers monde. Cette dernière bataille menée par les ONG a porté quelques fruits, mais on est loin d'un accès réel aux traitements de tous ceux qui en ont besoin (il est vrai qu'au prix des médicaments, s'ajoute parfois le désintérêt de pouvoirs corrompus pour les politiques de santé publique).

EMPLOI

Oui, le chômage continue d'augmenter!

Depuis des mois, l'objectif affiché du gouvernement Hollande-Ayrault est « l'inversion de la courbe du chômage » et selon la communication officielle de ces derniers jours, cette inversion vient de débuter avec les derniers chiffres d'octobre... Vraiment ?

« **L'** inversion de la courbe du chômage est amorcée », se félicite le gouvernement après que les derniers chiffres ont été dévoilés. En octobre, selon les données publiées par Pôle emploi, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (n'ayant pas du tout travaillé dans le mois) a donc diminué de 20 500 (- 0,6% en un mois, + 6% sur un an). Ces trois derniers mois, le nombre de sans-emplois de catégorie A a reculé de 10 500... après avoir progressé de 21 300 de mai à juillet, et de 95 100 de février à avril. La tendance est ainsi clairement pour les catégories A à un repli. Et en ne prenant que cette catégorie, le gouvernement et Sapin en tête peut se targuer d'avoir atteint son principal objectif et d'estimer que « les chiffres publiés confirment que la bataille pour l'emploi peut être gagnée ».

40 000 de chômeurs en plus! Si le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A enregistre un recul de - 20 500 inscriptions, le cumul des catégories A, B et C explose de près de 40 000. En d'autres termes, le chômage à plein-temps baisse, le chômage à temps partiel augmente. Et pas qu'un peu: + 60 000 en catégories B et C! Conséquence directe, toutes catégories confondues, le nombre total de chômeurs a progressé de 39 600 en octobre (+ 0,8% sur un mois, + 6,8% sur un an), pour atteindre le niveau record, en « métropole », de 4 883 000 chômeurs officiels... C'est sans aucun doute le nombre de chômeurs de longue durée (inscrits depuis plus d'un an) qui aujourd'hui atteint des records. En hausse continue, ce nombre a doublé en cinq ans. Cela touche aujourd'hui 41% des inscrits à Pôle emploi. Un sur deux est inscrit depuis plus de deux ans. Conséquence directe, l'augmentation des chômeurs en fin de droits



Photothèque Rouge / JMB

basculant au RSA (+ 13% en un an). À côté des chômeurs de longue durée, le nombre de chômeurs de plus de 50 ans ne cesse de croître, avec une augmentation de 11,4% en un an.

Ce n'est pas une fatalité

On le voit le chômage ne baisse pas, bien au contraire. Et pire, la précarité ne cesse d'augmenter: toujours plus de contrats à durée déterminée, de temps partiels, de bénéficiaires du RSA... Et cela n'est pas prêt de s'inverser au vu de la politique d'austérité menée par ce gouvernement qui depuis 18 mois, amplifie les exonérations et les crédits d'impôts, facilite les licenciements et la précarité grâce à la loi bien mal nommée de « Sécurisation

de l'emploi », qui ne cherche qu'à baisser le « coût du travail » sous prétexte de compétitivité... Bref, une politique qui amplifie et accélère celles qui ont été menées depuis 30 ans au nom de la prétendue lutte contre le chômage.

Chaque année, à l'appel des organisations de chômeurs, le premier week-end de décembre est l'occasion de rappeler dans la rue que le chômage et la précarité ne sont pas une fatalité et qu'une autre politique pour l'emploi est possible. Ce samedi 7 décembre, à Paris et dans de nombreuses régions, la colère des privés d'emplois doit une nouvelle fois se faire entendre, contre le bluff de ce gouvernement. **Sandra Demarcq**

idéologie précise, comme au Rwanda où pendant des années une politique de stigmatisation à l'encontre des Tutsi a eu lieu. Le Quai d'Orsay devrait le savoir... pour y avoir participé. Par contre le risque est réel que ces cycles de violences intercommunautaires et religieuses puissent s'aggraver et se généraliser. Avec Bozizé, la situation sociale et sanitaire des populations était catastrophique. Aujourd'hui elle ne cesse d'empirer, la quasi-totalité des populations sont en situation de pénurie alimentaire et le peu d'infrastructure hospitalière a été complètement détruit.

Les raisons de l'intervention

Dans le dispositif impérialiste mondial, la France continue à jouer son rôle



DR

de gendarme de l'Afrique francophone. Après la Côte d'Ivoire, la Libye, le Mali, elle s'apprête à intervenir en Centrafrique. De l'aveu même des dirigeants français, au-delà des

déclarations humanitaires, une Centrafrique laissée aux milices serait une zone idéale pour les djihadistes et menacerait de nouveaux les intérêts des multinationales dans la région.

Mais soyons sûrs que le gouvernement français saura joindre « l'utile à l'agréable »... Déjà les réseaux de la Françafrique se sont activés depuis le renversement de Bozizé.

C'est ainsi que le spécialiste de la peinture flamande du XVII^e siècle, Claude Guéant, a visité le nouveau maître du pays pour lui vendre du matériel de sécurité², tout comme Jean-Christophe Mitterrand. Maintenant que les troupes françaises sont bien présentes en Centrafrique, elles pourront aussi sécuriser le site de Bakouma, où Areva aura le plaisir d'exploiter le site d'uranium... dans le cadre évidemment de l'aide au développement! **Paul Martial**

1- <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Exclusivite-la-France-renforce-son-dispositif-militaire-en-Centrafrique-2013-11-13-1060133>
2- <http://www.afriquesenlutte.org/communiqués-luttes-et-debats/livres-etudes-debats/article/francafrique-les-caciques-de-la>

Le chiffre 1712 euros

C'est, selon l'Insee, le salaire net mensuel que ne dépassent pas la moitié des salariés (salaire médian) à plein temps en France dans le privé et les entreprises publiques. Le salaire médian des femmes à plein temps est inférieur de 17% à celui des hommes. Quant aux temps partiel, il gagnent encore moins et ça concerne particulièrement les femmes.



Agenda

Samedi 7 décembre, marche contre le racisme et pour l'égalité des droits, Paris. Avec Christine Poupin, RV à 14 heures devant l'église Saint-Bernard (métro La Chapelle ou Barbès).

Samedi 7 décembre, manifestation contre le chômage et la précarité, Paris. RV à 14 heures place Stalingrad (métro Stalingrad).

Samedi 7 décembre, réunion publique, Orléans. Avec Philippe Poutou, à 15 heures salle des Chats ferrés (rue des Chats ferrés).

Mercredi 11 décembre, réunion publique, Paris. Avec Olivier Besancenot et les porte-parole du NPA 75, à 20 heures à l'Ageca 177 rue de Charonne (métro Alexandre Dumas ou Charonne).

Jeudi 12 décembre, concert en soutien au NPA, Rouen. À partir de 19 heures avec Inu & Trombone brothers, bar, buffet, librairie. MJC Rive gauche (place des Faïenciers - Métro Saint-Sever)

NO COMMENT

Je n'étais pas d'accord avec Jean-Marie Le Pen, mais sa fille a vraiment fait évoluer son parti.

BERNARD MARIONNAUD, fondateur de l'enseigne de parfums du même nom (qu'il ne dirige plus depuis 1996) et candidat soutenu par le Rassemblement Bleu marine à Clamart (92), dans *le Parisien* du lundi 2 décembre.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0414 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication:
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction:
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FISCALITÉ

Hold-up sur la Sécu

Au-delà d'un « coup » politique, la « remise à plat fiscale » annoncée par Ayrault est d'abord un projet libéral annoncé, dès sa campagne électorale, par Hollande.

La principale mesure qui en émerge actuellement est la fusion de la CSG (Contribution sociale généralisée) et de l'impôt sur le revenu (IR). Son enjeu : rien moins que la liquidation de la Sécurité sociale.

La Sécurité sociale est en France une institution indépendante qui gère un budget une fois et demi supérieur à celui de l'État pour financer les soins, les retraites, les allocations familiales, les accidents de travail. Elle était à l'origine entièrement financée par des cotisations sociales (c'est-à-dire une partie du salaire) versées par les employeurs. Les cotisations sociales représentent aujourd'hui 45% de la masse salariale.

En 1990, le gouvernement socialiste de Michel Rocard a remplacé une part de ces cotisations par un impôt versé à 88% par les salariés actifs ou retraités : la CSG. C'est un impôt proportionnel qui taxe chacun uniformément, contrairement à l'impôt sur le revenu dont la proportion augmente avec le niveau de revenus.

Aujourd'hui, les recettes fiscales (CSG et taxes) financent 1/3 des dépenses de Sécurité sociale. Cette montée en puissance sous tous les gouvernements de droite et de gauche a permis d'exonérer les patrons d'une partie du financement de la Sécu. Elle permet ainsi la « baisse du coût du travail », et en conséquence l'augmentation de la part des profits.

Le gouvernement veut maintenant passer à une nouvelle étape de la contre-réforme. La CSG a un avantage et un seul : c'est un impôt « dédié », obligatoirement affecté aux dépenses de Sécurité sociale. La réforme Ayrault ferait sauter définitivement ce verrou. Ce serait la fin de l'autonomie financière de la Sécu. Les prestations sociales deviendraient des variables d'ajustement des finances publiques.

Un financement « plus juste » de la protection sociale ?

L'argument du gouvernement en faveur de la fusion serait le caractère plus juste d'un impôt progressif, reposant davantage sur les revenus les plus élevés. Il s'agit là d'une illusion : le but de celle-ci est d'exonérer à terme les patrons de la responsabilité du financement de la protection sociale, et d'en faire porter la charge sur les classes populaires. La fusion permettrait seulement de moduler l'augmentation de l'impôt entre les salariés, les retraités, les chômeurs et les « classes moyennes », pour le rendre plus acceptable. Mais dans cette perspective, toute amélioration de la protection sociale signifierait une augmentation immédiate des impôts pour tous les ménages. Elle aboutirait très vite à une pression fiscale insupportable.

La fiscalisation de la Sécurité sociale aurait pour conséquence inévitable le retour à une couverture minimum pour les plus pauvres, payée par une fiscalité de plus en plus lourde. Pour celles et ceux qui en auraient les moyens, la Sécu serait complétée par les assurances. Les seuls et uniques gagnants de l'opération seraient les patrons.

Il y a donc urgence à expliquer le sens de ce projet face à la passivité scandaleuse des directions des confédérations syndicales. La CFDT ou la CGC sont des VRP zélés de la contre-réforme. Les autres organisations ne vont guère au-delà d'une acceptation peu critique. Le NPA et ses militantEs doivent être porteurs d'une alternative claire : la défense d'une Sécurité sociale indépendante de l'État et des patrons, financée exclusivement par des cotisations sociales et gérée par les salariés. **Commission santé-sécu-social**

FRONT NATIONAL

Derrière la « rediabolisation », la réalité

La politique de « dédiabolisation » du Front national semble connaître depuis quelques jours des difficultés dont nous nous réjouissons.

À trop vouloir trop en faire, Marine Le Pen a sans doute pensé, un peu vite, qu'il suffisait d'appliquer la méthode Coué, s'affranchissant des écarts de langage paternels, accommodant patiemment ses discours de sauces moins épicées, et répétant inlassablement que le FN n'est pas d'extrême droite, menaçant même de poursuivre en justice ceux qui diraient le contraire...

Racisme décomplexé

Mission impossible, car l'appareil du parti ne suit pas la timonière dans sa tentative de révolution culturelle. Comme le dit le proverbe chinois, « le poisson pourrit toujours par la tête », ce sont les frères ennemis, Gollnisch et Philippot, qui se lâchaient dans les médias à propos de Marseille, le premier déclarant « c'est sympathique, les villes africaines, mais il y a le club Med pour ça », le second affirmant que « Bruno Gollnisch était très en dessous de la manière dont parlent les Français »... Après de telles paroles d'un racisme ouvert et décomplexé, on se demande bien comment Marine Le Pen pourrait exclure sa candidate des Ardennes qui a comparé Christiane Taubira à une guenon.

La distorsion entre le discours policé pour les médias



DR

de la présidente du parti, et celui beaucoup plus « direct » de l'appareil, amène une série de désistements dans ses rangs, notamment parmi de nouveaux militants issus d'autres formations politiques, un temps séduits par les promesses démagogiques du FN, et confrontés à la réalité de terrain. Dans le Nord-Pas-de-Calais, c'est cet ex-UMP choqué par des frontistes arborant des croix gammées en tatouage ; à Saint-Alban en banlieue toulousaine, c'est cette future tête de liste d'origine algérienne qui craque, ne

pouvant supporter le racisme ambiant ; à Marseille, c'est cette ancienne militante du Front de gauche, effrayée par la « brutalité » du discours, les plaisanteries autour du viol, l'empressement des responsables locaux à lui faire prendre directement sa carte au FN plutôt qu'au Rassemblement Bleu marine, jugé « trop doux » alors qu'« il faut utiliser la manière forte »...

Enrayer la machine frontiste

En embuscade, l'UMP, toujours ravagée par une guerre des chefs qui n'en finit pas et

une absence sidérale de programme, entend bien profiter des difficultés actuelles du FN pour s'en démarquer, et faire revenir au bercail les électeurs « républicains » effrayés par la radicalisation du discours frontiste. Oubliant sa stigmatisation des petits voleurs de pains au chocolat, Copé nous assène que « le discours de dédiabolisation de la famille Le Pen semble ne pas avoir de prise sur les cadres du parti et apparaît comme une véritable tromperie pour ses électeurs ». Quand l'hôpital se fout de la charité !

Ces différents « coming out » et prises de distance à caractère électoralistes n'ont d'intérêt que comme révélateurs des limites rencontrées par le F-Haine dans sa politique de dédiabolisation. Mais la seule façon de faire reculer l'extrême droite, les fascistes, de les délégitimer, c'est la mobilisation. C'est ce qu'ont fait les étudiantEs de Sciences Po la semaine passée, qui par une campagne active, ont réussi à faire annuler une réunion où Philippot devait prendre la parole. Ce sont ces salariéEs de Tilly-Sabco qui, en assemblée générale, ont exprimé qu'ils s'opposaient à la visite de Marine Le Pen. C'est l'appel de ces intellectuelLEs martiniquaisEs, dont Ina Césaire et Patrick Chamoiseau, qui a contraint la présidente du FN à annuler son voyage prévu en décembre en Guyane et aux Antilles. Ce sont ces 400 manifestantEs à Digne contre Marine Le Pen venue inaugurer un local du parti. Ce sont ces militantEs parisiennes du collectif antifasciste Paris Banlieue qui ont relooké le local du siège parisien frontiste...

Tous ces exemples montrent que la mobilisation est une arme décisive pour enrayer la machine F-Haine. Leurs campagnes électorales (municipales et européennes) commencent. Notre lutte antifasciste continue !

Alain Pojolat

PREMIER DÉCEMBRE

Et maintenant ?

Quoi qu'en disent ses organisateurs, la manifestation du 1^{er} décembre à l'initiative du Front de gauche, à laquelle s'étaient joints le NPA et Lutte ouvrière, a rassemblé entre vingt et trente mille personnes selon les journalistes.

Annouer 100 000 manifestantEs (Jean-Luc Mélenchon) ou 70 000 (PCF), avec la volonté d'afficher un nombre bien plus important que le rassemblement de la veille à Carhaix, alors qu'à l'évidence ces chiffres sont excessivement surévalués, aura comme seul effet d'atténuer la portée politique de cette manifestation. Car un des objectifs du Front de gauche était d'opposer les deux mobilisations, pour « ne pas laisser la rue aux bonnets rouges ».

C'est le ferment de la division que continuent d'instiller les dirigeants du Front de gauche. Car comment ne pas comprendre que le rassemblement de Carhaix, comme les manifestants « pour la révolution fiscale et contre la hausse de la TVA », expriment un large mécontentement contre la politique du gouvernement, une colère contre l'injustice fiscale et contre les

suppressions d'emplois ? Notre volonté commune de disputer à la droite et à l'extrême droite l'expression du malaise social suppose au contraire de chercher à unifier sur des bases anticapitalistes et antigouvernementales un mouvement de révolte profond. Cela sans craindre d'y intégrer les « particularismes », quand ils expriment le sentiment d'injustice fait à une région entière.

S'opposer jusqu'au bout

Cette continuité a conduit le NPA à participer à cette manifestation du 1^{er} décembre, militante, colorée, où beaucoup partageaient le plaisir de se retrouver ensemble contre la politique du gouvernement. Pour y porter aussi des revendications et des perspectives, car comme l'a dit Christine Poupin dans son intervention : « Quand on a un gouvernement de gauche qui mène une politique de droite, il



Photothèque Rouge / JMB

fait lui réserver le même sort qu'à un gouvernement de droite, il faut l'affronter... Il n'y a qu'une voie, c'est celle de la convergence des luttes, celle des mobilisations pour empêcher les régressions sociales pour empêcher l'austérité ». Comment faire ? « Pour cela, il faut construire à la gauche de ce gouvernement une opposition et ça c'est de notre responsabilité. Une opposition de gauche qui défende effectivement l'interdiction des licenciements, qui défende la réduction massive du temps de travail... ».

La proposition d'une nouvelle journée de mobilisation a été faite par Jean-Luc Mélenchon qui se dit dans

l'opposition. Le PCF annonce des « états généraux de la fiscalité » et appelle à la mobilisation. LO s'adresse à « tous ceux qui refusent à la droite et à l'extrême droite le monopole de la contestation de la politique du gouvernement ». Au-delà des tiraillements perceptibles entre les principales composantes d'un Front de gauche qui n'a pas encore clarifié son attitude vis-à-vis du gouvernement, il est urgent de tracer ensemble la perspective d'une mobilisation de rue contre l'austérité et de la convergence des salariéEs des entreprises confrontées aux licenciements.

Côme Pierron

ALLEMAGNE

Main dans la main

La surprise n'a pas eu lieu. Une « Grande coalition », réunissant les chrétiens-démocrates et chrétiens-sociaux des deux partis fédérés CDU/CSU et les sociaux-démocrates du SPD, a finalement vu le jour.

Suite aux élections législatives du 22 septembre 2013, les négociations pour la formation d'un gouvernement fédéral en Allemagne avaient commencé à tirer en longueur. Et au bout de deux mois, aucune coalition stable n'avait été formée... Certaines voix avaient alors commencé à s'élever, pour dire que la « Grande coalition » tant annoncée ne verrait finalement pas le jour. À partir de la mi-novembre, ces voix ont commencé à suggérer qu'il fallait s'attendre à – ou exiger – la réouverture de négociations entre CDU/CSU et Verts pour la formation d'une alliance gouvernementale. De telles négociations avaient d'ailleurs eu lieu pendant les deux semaines qui ont suivie les élections fédérales, mais elles avaient été interrompues par les Verts.

Salaire minimum : principe... et réalité

Le 27 novembre, les trois grands partis (SPD, CDU, CSU) ont finalement présenté un « contrat de coalition », un document de 185 pages. À moins que le référendum des adhérents du SPD ne débouche sur un résultat contraire (ce qui est fort improbable), il y aura donc un gouvernement de « Grande coalition » au niveau fédéral qui sera présenté à la mi-décembre par Angela Merkel.

Le contrat du SPD avec la CDU-CSU prévoit pour la première fois en Allemagne la création d'un salaire minimum légal. Celui-ci verra le jour début 2015 et sera



d'un montant de 8,50 euros brut par heure (contre 9,43 euros brut en France pour 2013). Mais le document précise que les conventions collectives auront jusqu'au 1^{er} janvier 2017 pour se mettre en conformité. En attendant, elles peuvent prévoir des salaires inférieurs. Le principe même de la création d'un salaire minimum avait été soutenu dans la dernière période par une fraction importante du patronat... qui commençait à s'inquiéter de la

faible consommation sur le marché intérieur.

Le « modèle » économique allemand repose largement sur des exportations dans le monde entier dopées par des salaires parfois très bas (sauf dans les secteurs de pointe). Ce modèle n'est pas du tout remis en cause. Le « contrat de coalition » ne souffle mot ni sur la crise de l'euro ni sur la récente demande de la Commission européenne exigeant de l'Allemagne

qu'elle écrase un peu moins ses « partenaires » économiques par sa puissance exportatrice.

Des députés qui devront être disciplinés

Une retraite minimum de 850 euros sera créée, mais seulement à partir de 2017. Le « contrat » garantit qu'une retraite à taux plein peut être prise à partir d'un âge minimum de 63 ans... à condition d'avoir 45 (!) années de cotisation. Sinon il faudra attendre l'âge légal de 67 ans. Pour les couples homosexuels ayant conclu une « eingetragene Lebenspartnerschaft », l'équivalent d'un PACS, le document ne prévoit pas l'ouverture du mariage, mais « une égalité en droits avec les couples mariés »... Sauf pour l'adoption, nulle part mentionnée. Pour la première fois en Allemagne, dont le droit à la nationalité reste largement dominé par le droit du sang, le droit du sol ouvre la voie à l'acquisition de la nationalité sans renoncer à la nationalité des parents. La « double nationalité » est enfin reconnue pour la première fois, mais uniquement pour les « enfants nés et ayant grandi en Allemagne ». Un petit pas pour dépoussiérer un droit de nationalité assez anachronique.

Les partenaires SPD, CDU et CSU disposeront de 85% des mandats au Parlement fédéral. Ainsi, l'opposition n'aura pas les leviers pour demander l'instauration d'une commission parlementaire, même si le contrat prévoit – de façon floue – de « garantir les droits des minorités parlementaires ». Entre eux, les partis de la future coalition ont dû garantir « la discipline de vote » absolue : les députés des différents partis n'auront pas le droit de voter contre le gouvernement. Des dissidences sont annoncées, plutôt dans le rang des sociaux-démocrates. Ceux-ci avaient déjà payé fortement le prix politique de la dernière « Grande coalition » (2005 à 2009), chutant à l'époque de 35% à 24%...

Bertold du Ryon



UKRAINE

Après le camouflet infligé à l'UE, une situation tendue

Réuni à Vilnius (Lituanie) les 28 et 29 novembre, le troisième sommet du « Partenariat oriental » (PO), impulsé depuis 2009 par l'Union européenne (UE) en direction des six pays frontaliers de l'ex-URSS¹, est un cinglant échec, après le refus de l'Ukraine de signer un accord d'association avec l'UE. Face à un régime corrompu, les manifestations massives ne se réduisent pas à un soutien sans nuance à l'Union européenne. Les protestations sont passées des slogans « pro-européens » à une indignation politique de masse contre les violences policières et un régime profondément corrompu.

La défection de l'Ukraine, pièce maîtresse du projet, survient alors que la Biélorussie a rejoint en 2010 la Russie et le Kazakhstan dans une nouvelle Union douanière (UD) et – plus inattendu – peu après que l'Arménie ait décidé en septembre dernier de les rejoindre. À Vilnius, seules la Géorgie et la Moldavie ont « eu le courage » (dixit Angela Merkel) de parapher un accord provisoire avec l'UE.

Le poker menteur : UE contre UD

Nul doute que le « niet » ukrainien avait un accent russe, Moscou ayant exploité « l'argument » des tarifs de gaz, en y ajoutant des menaces sur les importations de céréales ou de chocolats ukrainiens. Mais c'est d'abord ce qu'offre l'UE elle-même qui est en cause, par comparaison avec un certain succès de l'Union douanière, noyau dur du projet d'Union économique eurasiatique défendu par Moscou à l'horizon de 2015. L'UE est « l'homme malade » de la mondialisation capitaliste, et au grand regret des manifestants pro-UE de Kiev, elle ne propose plus l'intégration, mais une « association » sous condition de défense « de ses valeurs »... de libre-échange. Or 40% des échanges ukrainiens, notamment des grandes entreprises, se font avec la CEI (contre 20% avec l'UE). Le pays est en conflit avec le FMI, et le président Ianoukovitch a demandé en vain à l'UE d'exercer des pressions pour assouplir les exigences du FMI.

Moscou a exploité ce contexte et le retour par les urnes en 2010 de Victor Ianoukovitch, après les scandales de corruption frappant ses adversaires « démocratiques » de 2004, dont Ioulia Timochenko actuellement en prison. L'injustice est qu'elle y soit seule² car aucun des clans qui se succèdent au pouvoir n'est épargné par la corruption et le clientélisme. La répression policière contre les dizaines de milliers de manifestants du mouvement dit de « l'EuroMaïdan » (Maïdan évoquant « la place » des grandes manifestations de la « Révolution orange » de 2004) favorables à l'UE, pourrait produire une crise gouvernementale dans un pays profondément divisé et socialement meurtri.

Catherine Samary

1- Ukraine, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie.

2- Son complice et ancien Premier ministre Pavel Lazarenko a été condamné en Suisse en 2000 et aux États-Unis en 2004 pour blanchiment d'argent, fraude et extorsion.

USA-AFGHANISTAN

Barbarie intégriste et impérialiste

Washington et Kaboul sont en train de conclure un accord dit « pacte de sécurité » qui fixe les modalités du maintien de la présence militaire américaine sur le sol afghan à partir du 1^{er} janvier 2015, date à laquelle l'essentiel des troupes de l'Otan, aujourd'hui 75 000 hommes, devraient avoir quitté l'Afghanistan.

Quinze mille soldats de l'Otan resteront au nom d'une mission d'assistance à l'armée afghane sans compter la présence « civile » des américains. Il s'agit d'essayer de garder le contrôle de Kaboul et d'une partie du pays alors que les talibans assoient leur influence. Les 2500 membres de l'assemblée traditionnelle de notables (loya jirga) ont décidé de signer l'accord alors que Karzaï, le président en place, essaye de préparer son avenir en prenant la posture de l'homme indépendant. « Je ne leur fais pas confiance et ils ne me font pas confiance », dit-il en parlant des USA, lui qui fut leur marionnette. Il a reçu, à l'occasion de la visite du Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif, l'engagement du Pakistan de lui apporter

« toute l'aide possible » pour relancer les pourparlers avec les talibans qui, de leur côté, ont « fermement condamné » le vote de la loya jirga « convoquée par le gouvernement marionnette de Kaboul pour servir les intérêts américains ».

Sinistre comédie

Dans le même temps, le pouvoir fait des gestes vis-à-vis de ces derniers, comme cette décision abjecte de réintroduire dans le code pénal la lapidation, peine capitale pour les auteurs d'adultère, lapidation pratiquée quand les talibans étaient au pouvoir. Membre de la Commission sur la loi coranique, Rohullah Qarizada a reconnu : « Nous travaillons sur un projet de code pénal de la charia prévoyant que la lapidation serait la sanction de l'adultère, s'il

est confirmé par quatre témoins oculaires ». Une clause prévoirait la lapidation en public « à mort si les personnes adultères sont mariées ». « Si les personnes ne sont pas mariées », la proposition prévoit à la place de leur administrer « 100 coups de fouet »... Qarizada a précisé que les États-Unis et les Nations unies avaient été informés de ce projet. Sans réaction. Selon le ministère de la Justice, lui « ainsi que d'autres institutions judiciaires afghanes, travaillent sur une loi pour sanctionner l'adultère, le vol et la consommation d'alcool, en accord avec la charia, la loi islamique ».

Les puissances occidentales prétendaient être intervenues en 2001 et occuper l'Afghanistan depuis plus de dix ans pour défendre les droits démocratiques, en particulier ceux

des femmes. Une sinistre comédie. Aujourd'hui les USA négocient leur maintien sur place, avec des hommes politiques fantoches qui se préparent à gouverner avec les talibans.

Des milliards de dollars ont été engloutis dans cette sale guerre contre la population, des milliards dont celle-ci aurait pu bénéficier au lieu de subir les exactions et violences meurtrières tant des intégristes que des troupes de l'Otan. Mais de toute évidence, la démocratie, les droits de femmes, pas plus que le bien-être de la population, ne sont la préoccupation des grandes puissances.

Et dans le même temps, la production d'opium a été multipliée par 40...

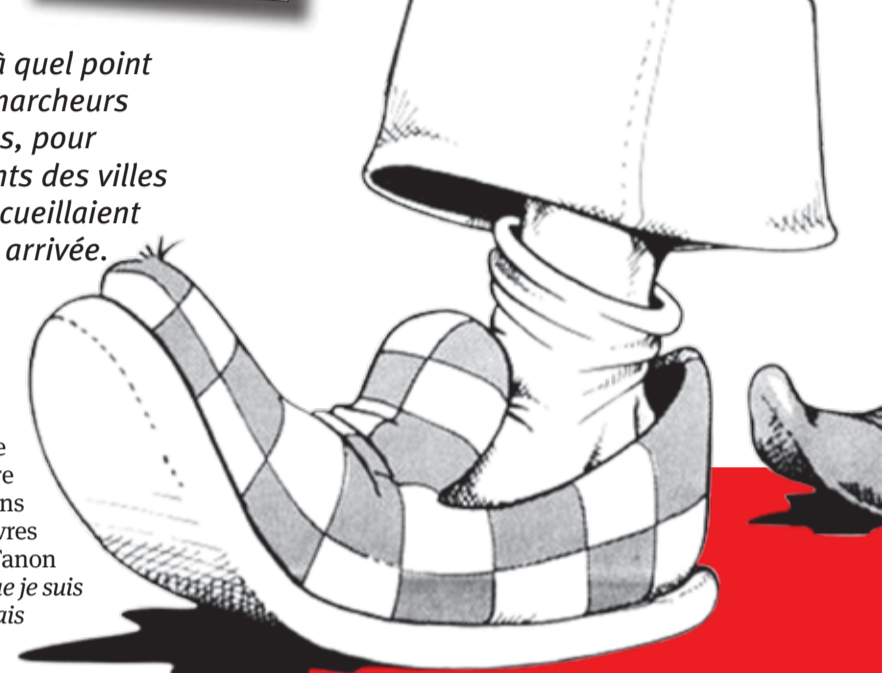
Yvan Lemaître



Marcheuse en 1983 et auteure de *En marche*, roman qui met en scène deux jeunes filles parmi une dizaine de personnages clés de la Marche pour l'égalité. Romancé, son récit ne trahit jamais l'histoire (2013, Sokrès éditions, 13 euros). (Titre et intertitres de la rédaction.)

La marche doit continuer

Peut-être fallait-il oublier la Marche trente ans pour réaliser à quel point elle a compté dans le cœur de ceux qui l'ont faite. Nous, les marcheurs qui marchions kilomètre après kilomètre dans les intempéries, pour transmettre notre message de paix et d'égalité, et les habitants des villes traversées et de leurs grands ensembles urbains qui nous accueillait avec ferveur après avoir tant attendu et si bien préparé notre arrivée.



Non assurément, aucun de ceux-là n'oubliera l'automne 1983 où chacun a cru que l'union et la détermination changeraient le quotidien des immigrés et de leurs enfants si maltraités jusqu'alors. Ce message était empreint de tant de soif de justice et de dignité qu'il résonna dans la France entière et même au-delà, loin des pas des marcheurs.

Un moment structurant de notre histoire

Le 3 décembre 1983, la France vibra tellement à l'unisson que cela suscita chez tous une pensée : « rien ne sera plus jamais comme avant ». Alors, emportés par l'énergie de la Marche, on organisa les Assises de l'immigration, on mit sur place Convergence 1984 pour transformer l'essai, on tenta laborieusement de coordonner le réseau national esquissé pendant la marche, on imagina Mémoire fertile. Puis tout se délita par manque de maturité du mouvement ou parce que le rouleau compresseur de SOS Racisme écrasa notre mouvement, ou les deux...

Et voilà que trente ans après, tout converge pour faire revivre cet événement si important. On pourrait d'ailleurs se demander quels sont les différents intérêts en jeu, mais pour ne nous situer que du côté de notre mouvement, je dirai que cette unanimité à vouloir célébrer cet événement montre à quel point la Marche est un moment structurant de l'histoire des luttes et un mouvement à inscrire dans l'histoire de France elle-même. Pour autant, il ne s'agirait pas d'oublier les résistances qui eurent lieu entre-temps, notamment le Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), Résistance des banlieues, les différents mouvements des sans-papiers, les différentes luttes des sans en général, les forums sociaux, les États-généraux de l'immigration...

C'est bien parce que beaucoup ont continué à marcher que l'on peut se rassembler à nouveau à l'occasion du trentenaire de la marche et tirer ensemble les leçons du passé pour construire l'avenir.

L'union est une nécessité

Deux constats dans les grandes lignes. D'une part, les habitants des quartiers populaires éprouvent très fortement un sentiment de réclusion et de de discrimination en tout genre. La réalité de ségrégation et de relégation de nombreux quartiers explique ce ressenti des populations. L'exclusion massive des jeunes et moins jeunes du marché du travail obérant toute possibilité d'insertion sociale, le retour en force des propos stigmatisant les quartiers, basés sur des analyses fallacieuses, jusqu'aux discours décomplexés ouvertement racistes et/ou cherchant à justifier l'exclusion de telle ou telle population, les Roms, les musulmans... Toutes choses qui impliquent plus que jamais une remobilisation de nos forces en faveur de l'égalité des droits et de la justice sociale. D'autre part, les tentatives de division ou de dispersion des forces, dont l'union est pourtant nécessaire pour faire avancer nos revendications. Ainsi, l'appel à la manifestation du 30 novembre, alors qu'une centaine d'organisations ont signé l'appel à la manifestation du 7 décembre du collectif « Égalité des droits / justice pour toutes et tous » est plutôt malvenu, car on sait bien la difficulté à mobiliser, et disperser les forces ne fait que les faire apparaître plus faibles. SOS Racisme avait récupéré la Marche après son succès en 1984. Cette fois, ils anticipent sur l'élan de remobilisation, dans le sillage de la célébration des trente ans de la Marche.

Les plus pauvres sont ciblés

Autres divisions internes, cette fois aux populations victimes des politiques publiques. Que l'on soit blanc, noir, ou entre les deux, ce sont les conditions sociales faites aux plus pauvres qui sont notre lot commun. Fanon disait : « Ce n'est pas parce que je suis noir que je suis discriminé, mais parce que je suis discriminé que je suis noir ». On pourrait dire de même que « c'est parce que la discrimination est massive dans les quartiers relégués que l'on est (vu comme) musulman ». Les musulmans d'Arabie saoudite, les femmes voilées qui viennent dépenser leur argent dans les boutiques de luxe des Champs-Élysées, ne gênent pas les pouvoirs publics, semble-t-il. Ce que je souhaiterais dire à la jeune femme voilée avec qui nous avons travaillé main dans la main sur la question des discriminations à l'école le mois dernier, et qui a reproché la semaine suivante à une autre jeune femme croyante d'être une mauvaise musulmane au motif qu'elle n'était pas voilée, est qu'il y a trente ans, les femmes musulmanes ne portaient pas forcément le voile, et que sa grand-mère ne portait peut-être qu'un petit foulard sur la tête sans être une mauvaise musulmane. Respecter l'islam et les êtres dans leurs choix commencent par ne pas jeter l'opprobre sur ceux qui continuent de vivre leur foi de manière privée. Face à ces constats, comment résister aux tentatives de divisions dont nous sommes tous les victimes est une question essentielle.

Marilaura Garcia-Mahé

TOUJOURS

Le NPA s'est pleinement engagé dans la préparation du moment fort de la célébration du 30^e anniversaire de la Marche pour l'égalité et contre le racisme : la manifestation organisée le 7 décembre par le collectif Égalité des droits/Justice pour tous. Il s'y est engagé, comme un parti antiraciste se doit de le faire, en mettant en évidence la dimension globale, concrète et actuelle de sa lutte contre toutes les inégalités et toutes les injustices. En tant que parti anticapitaliste, il s'y est investi comme dans une étape, dans un combat contre le système dont l'injustice structurelle impose à tous les opprimés et exploités de « continuer à marcher ». Car c'est bien la cohérence impitoyable de ce système qui rend indissociables à nos yeux

Les femmes aux premiers rangs de la Marche

La Marche est née dans un contexte bien précis. À Radio Beur, nous recevions de nombreux témoignages sur la situation dans les quartiers. Cette radio jouissait d'une grande audience, surtout dans le public féminin en raison du programme musical et des émissions qui relataient la vie quotidienne des immigrés et de leurs enfants...

Le rôle de Radio Beur

Nous étions régulièrement sollicités pour rendre compte des événements souvent tragiques dans les cités : violences policières, crimes racistes, luttes quotidiennes sur les questions de logement ou de discriminations et mise en lumière des initiatives militantes ou festives des quartiers. C'est dans ce cadre que, Momo et moi, nous nous sommes rendus plusieurs fois dans la région lyonnaise en « reportage » pour rendre compte sur nos ondes de la grève de la faim des jeunes des Minguettes et du forum « justice pour la mort Wahid Hachichi » organisé à Vaulx-en-Velin. Nous y avons rencontré une partie des jeunes de SOS Avenir Minguettes et le père Delorme. Dès qu'il y avait un affrontement ou un jeune mort dans les quartiers de la région parisienne, les gens venaient voir Radio Beur, et nous allions sur place pour enquêter sur les actes

de violence subis par les jeunes hommes ou les affrontements avec la police, les bavures, les crimes racistes. Les jeunes nous interpellaient sur l'inégalité dans les décisions de justice : peines de prison fermes pour des vols d'autoradio et très souvent indulgence pour les meurtriers d'arabes, « tontons flingueurs » qui s'en tiraient souvent avec du sursis. Le mouvement associatif s'organisait dans les quartiers contre les cités de transit et bidonvilles, et une volonté politique s'affirmait pour dénoncer le racisme et les discriminations et pour obtenir des droits politiques. Les jeunes aux Minguettes étaient dans un rapport violent avec la police : ils voulaient montrer à la société française qu'ils faisaient partie des réalités françaises, et qu'il fallait respecter leur intégrité physique et morale. L'été 83 avait été particulièrement meurtrier.

Le collectif parisien, plaque tournante de l'action

Au lancement de la marche, nous avons reçu une lettre de Delorme nous demandant de soutenir la Marche. À Radio Beur, nous avons été quelques-uns à soutenir tout de suite et à nous investir, en créant avec d'autres le collectif parisien composé de jeunes issus de l'immigration et indépendant des organisations politiques et antiracistes, pour bien montrer que nous voulions prendre nos affaires en main. Ce collectif était plus politisé que le groupe des marcheurs, les relations étaient fraternelles. Cette grande confiance nous a permis de relayer leurs demandes pour l'arrivée à Paris, et nous dans le collectif, nous avions une dimension politique en définissant ce que nous entendions par égalité des droits. Au début, nous étions isolés et puis nous avons vu arriver les collectifs de banlieue



Militante du collectif jeunes qui a organisé l'arrivée à Paris de la Marche le 3 décembre 1983. Puis présidente de Radio Beur et membre du bureau national de SOS Racisme, avant de quitter cette association avec fracas. Elle a également été directrice de campagne du candidat Juquin lors des présidentielles de 1988.

30 ans après

la Marche pour l'égalité et contre le racisme

UN COMBAT DURS ACTUEL

Dossier réalisé par la commission quartiers populaires du NPA

les raisons de marcher dont témoigneront ce jour-là les sans-papiers (le départ depuis l'église Saint-Bernard est à cet égard emblématique), les Roms, tous les étrangers que leur situation « régulière » n'empêche pas pour autant de continuer à subir des discriminations dans tous les domaines (emploi, logement, école), tous les citoyenNEs solidaires des victimes de violences racistes, souvent policières, des morts aux frontières d'une Europe criminelle, des jeunes expulsés du territoire et privés ainsi de scolarité, des réfugiés renvoyés dans des pays, où ils risquent de perdre la liberté ou la vie... En cours de route, ils/elles rencontreront la marche des chômeurs et précaires et s'arrêteront pour exprimer avec force à leurs

côtés leur conscience aiguë des intérêts communs, voire de la communauté de destin des unEs et des autreEs. Ils/elles iront jusqu'à la place de la République, cette République qui refuse précisément de leur faire place. Nous serons là pour manifester notre colère et réaffirmer notre volonté de marcher avec eux, hasta la victoria siempre. Les articles de ce dossier sont des témoignages directs sur les raisons de marcher de 1983 qui demeurent largement celles d'aujourd'hui. Dans un esprit opposé à celui d'une commémoration à fin d'embaumement qui conviendrait bien à nos actuels gouvernants, ils nous invitent ainsi à repartir du bon pied avec une énergie nouvelle.

au relais Ménéilmontant. Bondy, Mantes-la-Jolie, Les Mureaux, Nanterre, La Courneuve, Trappes, Aulnay-sous-Bois... le mouvement s'étoffait. Des familles de victimes venaient à nos réunions et ont défilé le 3 décembre. Le collectif était devenu incontournable : nous étions parfois 40 à 50 lors des réunions.

Une marche et des collectifs où les femmes sont en pointe

Les femmes étaient très présentes (et cela ne posait aucun problème) au sein du collectif comme dans les luttes, car confrontées via leurs enfants aux violences, à l'injustice et aux discriminations. Comme c'est encore le cas aujourd'hui à Marseille, ce sont elles qui se sont regroupées en collectif. Que ce soit sur les crimes racistes, les bavures, la délinquance, la prison, la toxicomanie, ce sont les mères, les sœurs, les épouses qui se trouvaient sur le front. Elles prenaient en charge les manif et les marches silencieuses, les parloirs en prison,

les soins en cas de toxicomanies et la lutte contre les dealers, l'échec scolaire, etc.

À cette époque, l'association des mères victimes de crimes racistes et sécuritaires faisait régulièrement des marches place Vendôme [lieu du ministère de la Justice] pour demander justice pour leurs enfants quand leurs meurtriers ne prenaient que six mois avec sursis... Seuls les médias sont surpris, les gens qui connaissent les quartiers savent que les femmes dans les quartiers sont souvent des mères courage qui prennent à bras le corps les problèmes. Il suffit d'aller voir les cortèges du DAL aujourd'hui place de la République ou suite aux émeutes de 2005 pour mesurer le poids et le rôle des femmes. Ce sont elles aussi qui se sont le plus engagées en politique, via les conseils municipaux, certes à des postes souvent modestes, mais ce sont elles qui gardent souvent de la cohésion dans les quartiers et qui animent toute vie sociale.

Kaïssa Titous

1983-2013: LCR-JCR, NPA, 30 ans au cœur du combat antiraciste

1983. C'est sans hésitation aucune et loin de toute schizophrénie entre engagement antiraciste et militantisme révolutionnaire que les militantEs des JCR et de la LCR se sont engagéEs dans le soutien à la Marche pour l'égalité et contre le racisme organisée à l'initiative de jeunes des Minguettes.

Ainsi, à Paris, ce sont au moins six ou sept militantEs, de toutes origines (algérienne, vietnamienne, kanak, espagnole, italienne ou hexagonale), qui participent régulièrement aux activités du collectif parisien qui prépare dès septembre-octobre 1983 l'arrivée de la marche.

Les militantEs de province ne sont pas en reste. Le réseau national que constituent les fédérations locales de la LCR, ainsi que la présence des militantEs révolutionnaires dans la plupart des organisations antiracistes (FASTI, MRAP, LDH, associations de travailleurs immigrés) et syndicales (CGT, CFDT, FEN) va jouer un rôle majeur dans la popularisation de la Marche à travers tout le pays.

Gouvernements de gauche ou de droite, on ne transige pas !

Dès sa fondation, soucieuse de ne pas se cantonner à un discours abstrait sur la solidarité de classe entre travailleurs français et immigrés, la LCR (créée après la dissolution de la Ligue communiste au lendemain de la manifestation antinazie du 21 juin 1973) s'engage dans les différentes structures qui incarnent le mouvement antiraciste et va porter inlassablement les revendications concrètes émanant de celui-ci. Après la marche de 1983, la LCR et les JCR continueront de contribuer tant aux luttes locales qu'aux initiatives nationales comme les marches de 1984 (en particulier Convergence 84). À partir de 1985, les militantEs de la LCR s'investiront également sans compter dans le développement de SOS Racisme, ce qui n'est pas été sans débats internes parfois tendus. La période 1983-2013 a été marquée au plan politique par de nombreuses situations dites d'alternance ou de cohabitation. La LCR n'a jamais été de ceux dont l'ardeur s'affaiblissait brutalement du jour au lendemain par le simple fait qu'un gouvernement de gauche remplaçait un gouvernement de droite sans que rien ne change.

Contre toutes les formes de racisme

Soutien à la grève des éboueurs en 1982 (une des premières grèves importantes de l'ère Mitterrand), défense des travailleurs de Talbot à Poissy en 1983 contre les insultes de Pierre Mauroy, des sans-papiers en lutte pour leur régularisation contre Jean-Louis Debré (comme à l'église Saint-Bernard en 1996), lutte contre le couvre-feu imposé par Sarkozy lors de la révolte des banlieues en 2005, soutien actuel aux sans-papierEs et aux Roms traquéEs par Manuel Valls, aux luttes des quartiers, combat continu contre la montée du FN... La LCR hier et le NPA aujourd'hui, maintiennent le cap : lutter contre le racisme et pour la solidarité entre travailleurEs français et immigrés, combat inséparable de la lutte contre le capitalisme et pour l'émancipation des travailleurs. Car, pour la LCR puis le NPA, le combat contre le racisme est bien plus qu'une simple posture morale ou une simple défense de revendications partielles. C'est d'abord parce que le racisme, le sexisme et autres discriminations sont parmi les instruments les plus puissants et les plus insidieux de la domination capitaliste, que le NPA, qui lutte pour mettre fin à toutes les oppressions et à l'exploitation, est résolument engagé dans la lutte contre toutes les formes de racisme. Et, pour le combattre résolument, il faut s'attaquer à ses causes profondes. Aujourd'hui, cela signifie qu'au lieu de ramper devant les dirigeants du CAC40, comme le fait le gouvernement Hollande, il faut s'attaquer aux intérêts du patronat et à sa soif de profits qui plongent des millions de gens dans la précarité, le chômage, la misère et le désarroi créant ainsi le terreau de la haine.

Mohamed Kerkache

ÉGALITÉ DES DROITS



OULLINS (69)

Soutien aux demandeurs d'asile

À Lyon, sous l'autopont de Perrache, environ 300 demandeurs d'asile dont une centaine d'enfants, ont installé des tentes depuis leur expulsion de la place Carnot en juillet dernier.

P lûtôt que de réclamer l'hébergement, que la loi prévoit, le Grand Lyon s'est empressé de demander au Tribunal leur expulsion ! La mobilisation des associations a néanmoins obligé le préfet à les accueillir sur un terrain vague d'Oullins, commune proche de Lyon, avec la mise en place de bungalows et d'une aide sociale. Une occasion pour le maire UMP d'Oullins de reprendre à son compte la campagne démagogique contre les demandeurs d'asile. Une pétition a circulé, qui aurait recueilli plus de 6 000 signatures (sur une ville de 25 000 habitantEs). Le 9 novembre, plusieurs centaines de personnes et le FN ont répondu à l'appel à rassemblement du maire... pour que des adultes et des enfants restent crever sous un pont, sous une autoroute, à deux pas de leur ville.

Un collectif pour riposter

Succès le 15 novembre : près de 250 personnes se sont réunies dans un gymnase d'Oullins à l'appel de l'association des centres sociaux d'Oullins, de la MJC d'Oullins et de l'association franco-tunisienne d'Oullins, afin de faire entendre une autre voix que celles des xénophobes. À l'issue de cette réunion, un collectif plus large s'est créé, rassemblant des individus mais aussi des associations (LDH...) et des organisations politiques (PCF, PS, EÉLV, LO, CGA, NPA) et les jeunes du Gale (Groupe antifasciste lyonnais et environ) qui ont subi des répressions de la police lors de ces deux rassemblements.

150 demandeurs d'asile sont à Oullins, sur les 300 à 400 qui se trouvaient sous l'autopont de Perrache, vivant dans des conditions terribles. Les autres sont répartis dans le département du Rhône et en Ardèche. Ceux d'Oullins resteront là jusqu'à fin mars 2014. Pendant ce délai, des solutions de logement vont être recherchées. Les enfants, environ 75, sont scolarisés sur place, ce qui constitue une première.

Correspondant



DR

BRETAGNE

Ce n'est qu'un début...

Durant toute la semaine précédant la manifestation du samedi 30 novembre à Carhaix à l'appel des Bonnets rouges, les comités de défense de l'emploi de nord Finistère et de Carhaix, composés des salariéEs de Gad, de Tilly-Sabco et de Marine Harvest et de leurs responsables syndicaux, n'ont pas chômé.

L'idée impulsée par le comité de Carhaix était d'organiser samedi 30 novembre un rassemblement de l'ensemble des salariéEs en lutte, avec un rendez-vous devant la gare, avant de converger vers le site des « Vieilles Charrues », lieu du rassemblement des Bonnets rouges.

Nouveau comité unitaire

Après une semaine de rencontres et de discussions, le comité pour l'emploi en Bretagne est né et s'élargit : en plus des ouvrierEs de Marine Harvest, Tilly-Sabco et Gad, il regroupe la CGT des Marins du Grand Ouest et le SLB (Syndicat des travailleurs de Bretagne). Le texte fondateur de ce comité

s'intitule « Décider, vivre et travailler en Bretagne en interdisant les licenciements ! Frankiz, labour, bara ! », et dénonce clairement les conditions de travail inhumaines réservées aux salariéEs de l'agroalimentaire, condamne les politiques européenne soutenues par les gouvernements français successifs qui ont détruit les acquis sociaux, les services publics, les garanties collectives des salariéEs au nom du libéralisme économique. Il appelle à l'unité de tous les syndicats de salariéEs, petits artisans et commerçants, à l'unité ouvrière la plus large contre les plans de licenciements dans le privé et contre les suppressions de postes dans le public. Le texte se conclut par : « Les solutions existent pour combattre

le libéralisme économique. Elles passent par l'interdiction des licenciements, la réquisition ouvrière des moyens de production et la nationalisation des entreprises bénéficiaires qui licencient. »

Pôle ouvrier en manifestation

Ce texte, qui a circulé par mail, par voie de presse, appelait donc à un rassemblement devant la gare de Carhaix à 13 heures. Ce samedi 30 novembre, le « pôle ouvrier » s'est étoffé, rejoint par des salariéEs du privé mais aussi du public, de simples citoyens et des militants du Breizhistance, du PC et du NPA. On a aussi pu voir flotter quelques drapeaux de la CGT et de SUD, bien insuffisants au regard de la responsabilité que devrait prendre dans ce

mouvement les syndicats ouvriers. Après la lecture du texte fondateur en français et en breton, les prises de parole des Gad, Marine Harvest, Tilly-Sabco, de la CGT des Marins du Grand Ouest et SLB se succèdent. Les discours sont clairement antifascistes et anticapitalistes, et défendent l'interdiction des licenciements. Ils sont aussi des appels à relever la tête, à la lutte du monde ouvrier. Et ce sont au moins 1000 personnes qui partiront en cortège derrière une banderole reprenant le titre de l'appel.

Rassemblement massif

Fort de ce véritable succès, c'est en scandant des mots d'ordre combattifs que le « pôle ouvrier » a rejoint le lieu du rassemblement central. Sous les applaudissements, les rangs s'écartent pour laisser cette manifestation dynamique arriver jusqu'au plateau où les dirigeants syndicaux des usines en lutte prendront à la parole et liront l'appel du comité pour l'emploi en Bretagne. Pêcheurs, agriculteurs, routiers, artisans se succéderont ensuite sur le podium où les principaux responsables du mouvement, Thierry Merret, dirigeant de la FDSEA, et Christian Troadec, maire de Carhaix, ont également harangué une foule très populaire estimée de 17 000 à 35 000 personnes.

Beaucoup de discours contre l'éco-taxe et des paroles confuses contre les taxes et les « charges » en général sont martelés, ainsi que sur la fierté d'être breton. Christian Troadec conclura en invitant François Hollande « qui, pour le moment, n'a pas dit un mot sur ce qui se passe en Bretagne, à venir entendre ce que nous avons à lui dire ». Signalons que le Medef, contenté par le pacte d'avenir de Bretagne, ne soutient plus les Bonnets rouges... au grand soulagement de nombreux manifestants.

Ce rassemblement fut entrecoupé de concert des Frères Morvan et de Gilles Servat qui nous interprètera ses célèbres chansons emblématiques, comme « les Proletaires » et « la Blanche Hermine », hymne officieux breton.

Pour le comité pour l'emploi en Bretagne, la tâche ne s'arrête pas là. Des rendez-vous sont déjà fixés pour faire le bilan de la journée, mais aussi organiser dans les jours à venir un meeting dans le Finistère.

Correspondante



L'Anticapitaliste | Continuons le débat ! L'insécurité

Suite à notre dossier publié la semaine dernière, nous avons reçu ce courrier. N'hésitez pas, vous aussi, à prendre la plume, la souris, ou ce que vous voudrez pour nous écrire.

On ne peut que se réjouir que des représentants de courants différents de la gauche s'opposent au discours sécuritaire dominant et cherchent les moyens de le combattre. Mais la contribution de François Delapierre est paradoxale. En ne traitant que de la police, il concourt à faire de l'insécurité une question... principalement policière, ce qui est le fondement du discours sécuritaire. Cela l'amène à penser que la solution aux problèmes d'insécurité est dans une réforme de la police passant notamment par un accroissement de ses effectifs. Son postulat est que la police

est indispensable au peuple. C'est ce postulat qu'il faut interroger. N'est-ce pas parce que l'ordre social est inégalitaire et injuste envers une majorité de la population qu'il y a besoin d'une force spécifique pour l'imposer ? Contre qui cette force s'exerce-t-elle alors si ce n'est ceux et celles qui sont dominés, exploités et discriminés ? Puisqu'il s'agit au premier chef de maintenir un système injuste, de contrôler les classes populaires, des Noirs et des Arabes, de poursuivre les jeunes, de réprimer les manifestantEs, comment imaginer que les flics, même « de

gauche » ou « humanistes », ne soient pas tous pris dans un moule réactionnaire, raciste, machiste, antisocial ? Les crimes policiers ne sont pas des accidents, ils sont le prolongement de toute la logique policière. L'histoire a démontré à de nombreuses reprises cette nature profondément réactionnaire des policiers notamment en France : après tout, la police de Vichy, c'étaient les policiers du Front populaire ! La police qui a tué des centaines d'Algériens à Paris le 17 octobre 1961 était la police qui avait pourtant été purgée à la Libération... L'insécurité sociale n'a pas seu-

lement créé de la misère. Elle a atomisé les individus, favorisé l'indifférence et la bataille de chacun contre tous. Prôner le développement des effectifs policiers c'est non seulement nier l'expérience de la violence policière, c'est aussi développer l'idée que ce qui se passe dans nos quartiers n'est pas de notre responsabilité. Reconstruire la solidarité et les liens sociaux détruits, rompre l'atomisation et l'indifférence, passe par des luttes collectives pour les services publics, pour l'égalité des droits, contre les licenciements... et contre les violences policières. D.G.

À l'heure de l'austérité, de la hausse de la TVA, des sacrifices imposés aux plus démunis, présentés comme toujours plus incontournables, la « révélation » des retraites-chapeaux des dirigeants de PSA ou d'Air France font désordre. Dans les deux cas, c'est bien l'austérité pour les uns, l'indécence pour les autres.

Dans la société Air France, d'après le SPAF (syndicat des pilotes d'Air France) et SUD Aérien, entre 2005 et 2011 ont été provisionnés plus de 110 millions d'euros pour assurer une retraite dorée à quelques hauts dirigeants de la compagnie. Un montant estimé, puisque le montant de la provision n'apparaît pas en lecture directe dans les comptes. Ce fonds existe pour le bénéfice de 30 cadres dirigeants de la compagnie. Ces hauts cadres peuvent toucher à

vie entre 35 et 40% de leur rémunération moyenne annuelle des trois dernières années d'activité, avec, pour seule condition d'ancienneté, être resté 7 ans à Air France. Spinetta (ancien PDG de la compagnie) a ainsi décidé de liquider sa retraite en 2009, retraite à vie de 490 à 560 000 euros ! Pendant ce temps-là, depuis plus de deux ans, les salaires sont bloqués chez Air France, plus de 7 500 emplois ont été supprimés et les salariéEs subissent plan social sur plan social. La direction affirmait la semaine

PLAN CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Le compte n'y est pas!

À l'occasion de la journée contre les violences faites aux femmes, le gouvernement a annoncé la mise en place d'un nouveau plan de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes pour la période 2014-2016.

Ce plan réunit diverses initiatives, projets de loi et circulaires... On y trouve donc des mesures relevant des projets de loi existants comme celui pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Qu'apporte-t-il donc de nouveau ?

Rendre visible et quantifier les violences

La première étape de ce plan consiste à faire connaître et rendre visible ces violences, avec un spot de pub incitant les femmes à dénoncer ce qu'elles subissent, et avec la refonte du site national <http://stop-violences-femmes.gouv.fr>. Les informations y sont classées en 5 thèmes : violences sexuelles, harcèlement sexuel, violences au sein du couple, mariages forcés et mutilations sexuelles.

Enfin, pour faire connaître et mieux analyser ces violences, il faut pouvoir les quantifier. C'est le rôle du tout nouvel Observatoire national contre les violences faites aux femmes.

Des nouveautés ?

L'amélioration de la plateforme téléphonique du 39 19, censée devenir le pivot des appels de détresse, a été annoncée. Sur l'hébergement, le gouvernement annonce deux mesures : d'une part la création de 1 650 places d'hébergement d'urgence, dont, selon les circulaires précédentes, un tiers est réservé aux femmes victimes de violences – on reste bien en-deçà des besoins. D'autre part, les étudiantEs victimes de violence seront prioritaires sur les logements du Crous, sans dire un mot sur la pénurie de ces derniers.

Le Samu expérimentera des kits de constatation de viol en urgence. Si l'initiative va dans le bon sens, il faudra veiller à ce qu'elle n'aboutisse pas à normaliser une définition traumatique du viol, ni à conditionner les poursuites à ces « preuves ». Les parcours de soins des victimes doivent être renforcés en s'appuyant sur la médecine de premier secours, et les urgences, alors même que ceux-ci font face aux réductions drastiques que l'on connaît !

Enfin, une partie du plan est consacrée au sexisme et aux violences en milieu scolaire. Uniquement axée sur les violences entre adolescents, la prévention passera par des outils pédagogiques et la mobilisation des cadres déjà existant. On peut déplorer une vision verticale de la prévention qui fait l'impasse

sur la vigilance et sur les recours pour les victimes.

De même, la formation des personnels concernés sera globalement intégrée dans les formations existantes, et ne bénéficie d'aucun moyen supplémentaire.

Les grandes oubliées

Les femmes étrangères victimes de violences sont le point aveugle de ce plan gouvernemental. Tout au plus leur accorde-t-on l'exonération des taxes sur les titres de séjour, sans garantir une régularisation pérenne. Les violences sur mineures dans le cadre de la famille sont complètement absentes. Enfin, les violences au travail (harcèlement, pénibilité...) sont abordées de façon superficielle, avec des brochures (!) sur le harcèlement qui ne remettent pas en question les causes de ces violences.

Encore une fois, le gouvernement diffuse des annonces de bonne volonté qui ne sont accompagnées d'aucun financement supplémentaire et ne remettent en question ni la casse des services publics de santé, ni la politique migratoire, ni la précarité économique, axes pourtant centraux dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

Chloé Moindreau, Hélène Pierre et Anastasia Tiarava

ESSONNE

Hargne anti-ouvrière au nom du «service public»

En grève du 7 au 15 novembre pour faire appliquer une décision de tribunal vieille de deux ans, les conducteurs de bus de Transévry-TICE ont été attaqués de façon violente par le président de la TICE et maire UMP de Courcouronnes.

Celui-ci s'est exprimé au nom de la défense du «service public» alors que derrière Transévry se cache, grâce à une «délégation de service public», le trust des transports urbains Kéolis (47 200 salariés), filiale de la SNCF, 5^e mondial sur ce créneau et principal concurrent de Transdev (ancien Véolia). Alors que la direction de Kéolis est restée muette, Beudet, le maire de Courcouronnes, est monté au créneau contre les grévistes («grève viciée dans ses revendications mêmes») et s'est déchaîné après un incident grave, l'incendie d'un bus par quatre hommes cagoulés qui auraient aussi agressé le chauffeur non gréviste. Beudet n'a pas hésité à parler de «tentative de meurtre particulièrement ciblée», alors même que l'enquête avait écarté cette hypothèse. Mais sa version des événements, la «terreur» qu'auraient exercée les grévistes sur les non-grévistes, a été relayée avec complaisance par une bonne partie des médias.

En soutien aux conducteurs de bus

Voici des extraits de la question posée par Francis Couvidat, conseiller municipal NPA d'Évry, lors du conseil municipal du 21 novembre :

[...] Au lieu d'éviter le conflit et ses conséquences : la pénalisation des usagers, l'employeur a choisi l'affrontement avec les personnels. Pire encore, durant cette longue semaine, l'autorité politique chapeautant le réseau urbain des transports TICE-Transévry a choisi son camp. [...] À l'évidence, il est construit sur notre localité une «campagne» visant à délégitimer la revendication portée par les salariés grévistes et non grévistes, visant à criminaliser des syndicalistes qui ne se résignent pas à abandonner l'application du droit du travail et les revendications des salariés sur l'autel des politiques d'austérité.

[...] Pour ma part, je suis complètement solidaire avec la revendication portée par l'ensemble des salariés de Transévry, [...] ce d'autant que je suis favorable à un service public du transport qui prenne en compte autant l'intérêt de l'usager que les revendications salariales, les conditions de travail des personnels.»

Galia Trépère

TOULOUSE **Souffrance, colère et riposte**

Franc succès de la rencontre «Capitalisme, souffrance et harcèlement au travail» jeudi 21 novembre dernier. Accueillie par l'Université populaire de Toulouse cette rencontre a réuni environ 100 personnes, militantEs, syndicalistes, politiques, associatifs, étudiantEs et travailleurEs (Thalès, Airbus, La Poste, hôpital public, éducation nationale...) de tous horizons.



DR

Trois témoignages ont ouvert la discussion : Elisabeth Des, médecin, auteur du livre *Le harcèlement au travail – Mémoire d'un combat* (2013), Vincent Duse, ouvrier à PSA-Mulhouse,

militant CGT et auteur de la postface du livre, et Claude Poulain, menant actuellement procès contre Thalès suite au suicide de son mari en avril 2008. La discussion, dense, a permis d'abord à des travailleurs

de parler de leur situation, et parfois de demander soutien et conseil.

S'organiser

Mais contre les propagandes qui individualisent, psychologisent, ou prétendent régler le problème de la souffrance au travail par des recettes «éthiques» ou la simple critique des petits chefs, et même si depuis les années 1990 on recense un nombre exponentiel de suicides dans le privé comme dans le public, il a été rappelé que, depuis le XIX^e siècle, la dictature du capital pousse les travailleurs à la mort sous toutes ses formes. Slogan de la grève à l'hôpital public

de Purpan à l'appui, «À l'hôpital y a trop de travail, à l'extérieur y a trop de chômeurs : embauchez!», la rencontre a rappelé que par-delà les batailles juridiques, capables ponctuellement de faire plier les exploités et de populariser la lutte, la classe travailleuse, pour s'émanciper, devra reprendre conscience de ses forces et s'organiser en conséquence. Est ressorti qu'un travail militant approfondi capable de se coordonner aux initiatives existantes (syndicales et associatives) pouvait et devait être mené en ce sens dans le secteur toulousain.

Vincent Duse, Jacques Giron et Emmanuel Barot

PSA – AIR FRANCE

Chapeau, les retraites!

dernière que ce système avait été supprimé... depuis janvier 2013, et que le PDG en fonction y avait renoncé, alors que lors de la dernière AG des actionnaires en mai 2013, elle avait bien confirmé la persistance de ce fonds, indiquant même une provision de 34 millions d'euros. Les 30 bénéficiaires de ce dispositif n'ont jamais déclaré y renoncer. Mais le culte du secret honteux est toujours en vigueur à Air France : la liste des hauts cadres en question n'est pas publique, pas plus que le montant de leur rémunération annuelle... 120 millions d'euros, répartis entre les 60 000 salariés d'Air France, cela donnerait 2 000 euros pour

chacun... De quoi récupérer une petite partie de tout ce qui a été perdu depuis deux ans.

Licenciements pour les uns, retraites dorées pour les autres...

Quelques semaines après la fermeture du site d'Aulnay avec des milliers de salariéEs jetés à la rue, après la signature d'un accord de compétitivité visant à économiser 125 millions d'euros en imposant sacrifices financiers et dégradation des conditions de travail, l'annonce des sommes mises de côté pour la retraite du PDG licencié Varin a suscité l'indignation et la colère. Devant le tollé, Varin fait mine de renoncer à cette retraite « dans les

dispositions actuelles» : «Je m'en remets au conseil de surveillance du groupe pour décider, quand le moment sera venu, et après avis du haut comité de gouvernement d'entreprise, des conditions appropriées de mon départ à la retraite.» Rien que des amis qui sauront le rétablir dans ses «droits» une fois le quart d'heure d'indignation passé. Sans craindre que Gallois, représentant de l'État au conseil de surveillance de PSA, soit plus vigilant qu'il ne l'a été jusqu'à ce jour. De son côté, la direction de PSA prétend que M. Varin «ne part pas en retraite» et que s'il le fait, il ne percevra «que 310 000 euros par an», soit quand même 25 800 euros par mois...

Bien sûr, ces annonces font désordre au moment où le gouvernement prétend s'attaquer aux injustices fiscales tout en poursuivant sa politique d'austérité. Ainsi, plusieurs membres du gouvernement ont exprimé leur «désapprobation». Pourtant, les retraites-chapeaux sont un dispositif légal... qu'il est question de remettre en cause lors de chaque nouveau scandale. Il avait été question de les encadrer, mais les pouvoirs publics font confiance à l'auto-régulation et se contentent d'un code de «bonne conduite» du Medef. Les bons comptes font les bons amis.

Léon Crémieux et Robert Pelletier



Philippe Varin, DR



Les comités en action!

Lorient (56) Fête de l'Humanité

Les 30 novembre et 1^{er} décembre s'est tenue la 22^e fête de l'Humanité Bretagne. Notre porte-parole Christine Poupin a donc débattu avec Philippe Noguès, député socialiste, et Pierre Laurent. La fête s'est déroulée dans un climat particulier: les socialistes et les écologistes au pouvoir; la révolte de la Basse-Bretagne; les « accords » de compétitivité imposé par Renault à la Fonderie de Bretagne; la grève reconductible des salariés de cette entreprise; les licenciements massifs à PSA-Rennes... Christine Poupin a rappelé qu'il était nécessaire de construire une opposition de gauche, d'interdire les licenciements et de soutenir la lutte légitime des Bonnets rouges. Philippe Noguès s'est fait huer par une délégation de la fonderie de Bretagne. L'animateur du débat a interrompu l'intervention de Pierre Le Ménahes, porte-parole du NPA du pays de Lorient, contre la présence de Noguès un fervent partisan des accords compétitivité à la Fonderie de Bretagne... Ces tensions montrent dans quelles impasses et contradictions stratégiques et idéologiques se retrouvent l'ensemble des forces du Front de gauche qui ne sait plus s'ils sont dans la nouvelle majorité ou dans l'opposition, qui voit la mobilisation du pôle ouvrier en Basse-Bretagne lui échapper et qu'il n'a que les états-généraux sur la fiscalité à proposer à la colère bretonne.

Digne (04) « Bien vivre sans F-Haine »

Le FN mène une offensive politique sur le département. À Digne, ils ont récupéré une conseillère municipale UMP et le local de l'UMP, que Marine Le Pen inaugurerait ce vendredi 29 novembre.

Avec le NPA, AL, Voie prolétarienne, Radio Zinzine, rejoint par Sud Éducation, Solidaires, EÉLV et une association locale, la riposte s'est organisée. Sans les syndicats et le FdG sous le prétexte stupide que « cela leur ferait de la publicité »...

Le Jour J, la foule s'est rassemblée: 300 selon la police, plutôt entre 400 et 500, avec beaucoup de jeunes. Un succès, qui a poussé une partie des jeunes à franchir les 100 mètres qui nous séparaient du FN. Ce face-à-face « chaud bouillant » a duré une bonne heure, une manif survoltée, où nous avons retrouvé des militants politiques et syndicaux, des vieux, des jeunes filles issues de l'immigration, touTEs reprenant les slogans anti-fascistes à 5 mètres de la porte d'entrée du local... Un grand moment de solidarité, porteur d'espoir.

Ainsi, une poignée de militants peut transformer toute apparition de Marine Le Pen en désastre. Un Ras l'Front est en train de se créer.

LES NÔTRES

Hervé Lefrançois



Hervé nous avait rejoints lors du lancement du NPA. Chaudronnier privé d'emploi, il avait multiplié les petits boulots, mais la vie ne lui avait pas épargné grand chose.

Fils d'un militant du PCF et de la CGT bien connu localement, cet écorché vif nous avait apporté l'élan de sa révolte libertaire, sa curiosité têtue et sa volonté farouche de changer le monde. Il avait participé au congrès constitutif de notre fédération de l'Eure, mais le comité qu'il avait tenté de constituer à Gisors n'avait pas tenu. Il aurait dû être candidat sur notre liste à la précédente élection régionale... mais cet anarchiste n'était pas inscrit sur la liste électorale! Isolé, sans possibilité de se déplacer, assailli par les soucis de santé, il avait été très déçu par nos reculs. Il ne voyait plus d'intérêt à continuer à se voir tous les mois en tête à tête quand un militant lui rendait visite mensuellement. Dur et sensible à la fois, il continuait à suivre nos activités, et il aimait laisser des commentaires sur les articles de notre site départemental. Micheline, sa mère, qui plus d'une fois l'avait accompagné en voiture pour lui permettre de participer à des activités du parti, sait qu'Hervé restera présent dans les mémoires des militantEs qui l'ont côtoyé.

La fédération de l'Eure

DR



Le parti en campagne

CAMPAGNE FINANCIÈRE À table!

Si la preuve n'était pas encore faite, parler de notre campagne financière publiquement rapporte.

Olivier Besancenot, invité samedi soir de Laurent Ruquier dans son émission *On n'est pas couché*¹, la largement démontré. Les clips de cette campagne aidant, Olivier a évoqué notre situation financière, nos difficultés à parfois être entendu dans cette dure bataille contre le capital: les choses sont dites, entendues... et les dons tombent. Nos porte-parole ne pouvant occuper l'écran en permanence, à nous de faire le S.A.V. et d'insister sur la nécessité démocratique de notre présence à toutes les échéances sociales et politiques en 2014.

« Faites vivre l'anticapitalisme » n'est pas seulement un slogan dans le vent, c'est une nécessité que les dernières mobilisations prouvent un peu plus chaque jour. Sans piles dans le mégaphone du NPA, y aurait-il eu un pôle ouvrier lors de la manifestation de Carhaix? Et dans beaucoup de villes, qui serait au côté des plus opprimés, comme les Roms à Saint-Ouen ou les expulsés de Saint-Denis? Ces combats ont besoin de militantEs

anticapitalistes rassemblés dans un parti, un outil pour aider à donner des perspectives politiques à ces luttes.

Des initiatives à multiplier

Du NPA de Rouen qui organise un concert de soutien à la campagne financière, aux différentes idées de mails et courriers envoyés à nos amiEs, collègues et familles, il y a bien des choses à faire pour la réussite de cette campagne financière. Et cela que l'on soit militantE ou sympathisantE du NPA.

Dans d'autres villes, ce sont des repas fraternels qui ont le double avantage de permettre un temps de discussions... et bien entendu de récolter des dons! Une méthode des plus conviviales, des plus politiques, et parfois des plus gastronomiques.

Alors pas d'hésitation, touTEs à table!

Pour plus d'informations, pour nous aider: <http://npa2009.org/souscription>

1- Revoir l'émission sur NPA TV: <http://npa2009.org/npa-tv/all/all/39820>

Chroniques municipales

À Montreuil, les anticapitalistes contre la farce électorale

À l'heure où la vie montreuilloise est monopolisée par les élections municipales, avec la multiplication des listes à gauche (une dizaine), Dominique Voynet a annoncé sa non-candidature. C'est l'aboutissement du rejet de la politique libérale qu'elle a menée depuis 2008. Le NPA travaille à la constitution d'une liste anticapitaliste.

Montreuil est une ville qui vote à plus de 80% à gauche à chaque élection et qui fut gérée par le PCF durant 75 ans, avant de passer écologiste en 2008. La conséquence, c'est que le tissu organisationnel et politique est riche... et les ambitions tout autant. Avant la non-candidature de Dominique Voynet, nous approchions déjà de la dizaine de listes à gauche.

Un front de gauche dans tous ses états

Jean-Pierre Brard, l'ancien député-maire (1984-2008) est candidat depuis qu'il a perdu la mairie, avec une rage de la reconquête décuplée depuis qu'il a perdu la députation aux dernières législatives. Cet ancien maire apparenté PCF est un grand démagogue qui promet ciel et terre... tant que l'on n'est pas Roms. Pour eux, le discours est à droite toute, avec des relents xénophobes¹. Sous sa mandature, la ville a connu les premiers grands chantiers immobiliers qui

ont transformé bon nombre de quartiers de la ville, expulsant les classes populaires de la proximité de Paris et du centre-ville.

Ses anciens alliés du PCF présentent son ancien directeur de campagne, Patrice Bessac, directement venu de la place du Colonel-Fabien. Bessac a pour lui le Front de gauche, Brard l'histoire et le terrain. Mais le grotesque l'emporte: les éluEs municipaux Front de gauche furent éluEs sur la liste de Brard en 2008, et les deux conseillers généraux présent sur la liste Front de gauche votent les budgets du conseil général PS... contre l'avis du Front de gauche départemental! Même si la Fase et la GA ont été avec nous en défense des Roms ou des centres de santé, le PCF est assez peu crédible en alternative.

Un PS tendance Valls

Après de longues hésitations, le nouveau député issu de la vague rose Razy Hammadi est entré dans la danse. Le candidat du pouvoir en place a forcément peu de critiques

à formuler quant à la municipalité actuelle. Son programme est donc 100% sécuritaire: vidéosurveillance, renforcement de la police municipale, lutte contre les campements illégaux, plan local de sécurité... L'ancienne candidate socialiste, exclue depuis du PS, se présente elle aussi avec pour idée principale de rassembler toutes les personnes qui « croient en notre ville ». Un vaste programme!

Pour un Montreuil anticapitaliste

Le NPA s'est créé dans la ville lors des dernières municipales où la liste LCR avait obtenue 6,29%. Les militants du NPA ont été de tous les combats contre la politique menée par Voynet. À commencer par les nombreuses expulsions, de squats ou de logements insalubres où beaucoup de familles trouvaient refuge: ni la mairie ni la département ne leur ont proposé de logement alors que des milliers de logements, de bureaux, restent vides à Montreuil. Le

NPA a été à l'origine de nombreuses initiatives et combats collectifs contre les projets d'éco-quartier, le projet pharaonique de Voynet qui fait flamber les prix dans les quartiers populaires de Montreuil et n'apporte aucune solution écologique et sociale pour ses habitants. Idem dans le domaine de la santé, après la fermeture d'un centre de santé municipal et la fermeture de différents autres services (dentaire, radiologie), contre la menace de fermeture de l'hôpital public dont les urgences sont comme partout saturées. Pour l'eau publique, contre les violences policières, le racisme...

Le NPA Montreuil a lancé l'idée d'une liste anticapitaliste en juin lors de sa fête annuelle, dans la continuité de ces combats locaux et pour sanctionner la politique menée par Voynet comme celle du gouvernement qu'elle soutient.

Thibault Blondin

1- Voir articles dans *Tout est à nous!* revue n°42 et hebdomadaire n°185

La lecture de Don Quichotte



Exposition

Hommage à Célestin Nanteuil

Jusqu'au 31 décembre, une exposition du musée des Beaux-Arts de Dijon commémore le bicentenaire de la naissance de ce peintre romantique, illustrateur de génie et fourériste convaincu, défenseur de la théorie révolutionnaire de l'« art social ».

Dans son Salon de 1859, Baudelaire écrivait : « Le romantisme est une grâce, céleste ou infernale, à qui nous devons des stigmates éternels. Je ne puis jamais contempler la collection des ténébreuses et blanches vignettes dont Nanteuil illustrait les ouvrages des auteurs ses amis, sans sentir comme un petit vent frais qui fait se hérissier le souvenir. » Nanteuil (1813-1873) y exposait trois toiles, *Séduction*, *Perdition*, *Ivresse*, les deux premières visibles au musée de Dijon grâce à des « réductions ». Dans le *Monte-Cristo* du 26 mai 1859, Dumas les commentait en ces termes ahurissants : « Le dessin n'est pas d'une correction

irréprochable, la pensée manque de simplicité, l'expression est entachée d'affectation ; néanmoins, malgré ces défauts, ces tableaux prouvent que M. Nanteuil est dans une bonne voie ; il a déjà pris rang parmi les gracieux artistes aimés du public ; il comptera certainement bientôt parmi les artistes d'élite prisés des vrais connaisseurs ». Les compositions de Nanteuil n'étaient-elles pas admirées de ses amis romantiques depuis près de trois décennies ?

Haine du bourgeois

C'est en 1829, à 16 ans, que Nanteuil, venu à Paris suivre les cours des Beaux-Arts puis ceux d'Ingres, fit la

connaissance de Jehan du Seigneur, qui allait l'introduire auprès d'autres romantiques bientôt fondateurs du « petit Cénacle », du « Camp des Tartares » et des « Bouzingos », Gautier, Pétrus Borel, Nerval, Devéria, Bertrand, tous assez proches d'Hugo pour organiser en sa faveur la « bataille d'Hernani » en février 1830. Nanteuil fut de ces échauffourées, préfigurant les « Trois Glorieuses » de juillet ou cette autre bataille romantique que fut, en décembre, la première de la Symphonie fantastique de Berlioz. Il fit aussi partie de ce groupe vivant en communauté, impasse du Doyenné puis rue d'Enfer, multipliant les festivités nocturnes, affolant le voisinage

et déboulant dans les rues pour s'en prendre aux bourgeois, avant qu'une loi louis-philipparde n'interdise ces manifestations.

Du Seigneur fréquentait les saint-simoniens, Borel les blanquistes ; Nanteuil fut davantage séduit par les idées fouriéristes, qu'il communiquait à ses amis ou élèves, tel le jeune Nadar, plus tard anarchiste. Ce tournant décisif du romantisme français, où l'exaltation et le souci du peuple vinrent se confondre avec la haine du bourgeois, reste discret dans les gravures de Nanteuil, œuvres de commande pour la plupart, mais dont un colloque de la BNF a récemment souligné les qualités exceptionnelles de composition. L'ensemble de ses eaux-fortes et lithographies étant aujourd'hui visible sur le site internet Gallica, le musée de Dijon, qui conserve plus de 300 œuvres de l'artiste, n'en offre qu'une sélection réduite. Mais dans ses aquarelles et ses toiles perce l'enthousiasme frustré des révolutions de 1830 et de 1848, où chaque fois, selon le mot de Nerval, on crut êtreindre la liberté, « femme au buste divin », avant de découvrir que son « corps finit en queue ».

Gilles Bounoure

Essai: Résignation est complicité, Marco Camenisch, Entremonde, 2013, 12 euros.



Parce qu'il a tenté d'arrêter la folie nucléaire, Marco Camenisch est en prison. Écologiste de la première heure, il dynamite un pylône de ligne à haute tension et une centrale électrique. Arrêté, Marco Camenisch, fils de douanier,

pratique l'humour en traversant les frontières et s'évade de sa prison grâce des camarades italiens. Mais la nationalité est comme le nuage de Tchernobyl, elle se fout des murailles et des montagnes. Camenisch vit et écrit dans la clandestinité. Comme de bien entendu, on a fait de cet homme un terroriste, on a noirci sa vie, et comme pour Blanqui, Roullan, et bien d'autres, on a répété inlassablement que sa vie était une tragédie. Tchernobyl est arrivé sans qu'on songe à le libérer, Fukushima est passé et on a continué à allumer nos lumières sans penser. Ne croyez pas qu'il soit seul, ne croyez pas qu'il soit un écoterroriste, il appartient à la valeureuse confédération iroquoise, une très vieille famille dont les membres sont disséminés partout où la vie les anime, où l'eau peut couler et la terre sentir le fumier des chevaux. Marco Camenisch est enfermé en Suisse parce qu'il est libre, dans un pays où les voleurs sont à la tête des banques, les promoteurs du nucléaire dans des abris anti-atomiques et où les tueurs ont notre argent dans leurs coffres.

« Paix aux chaumières, guerre aux palais ! »

Christophe Goby

Essai: Le fils oublié de Trotsky, Jean-Jacques Marie, Seuil, 2012, 17,20 euros.



Dur d'être le fils de Trotsky quand on ne partage pas son engagement politique. Si l'histoire a retenu le nom de Léon Sedov, fils aîné du fondateur de l'armée rouge et militant de la IV^e Internationale

assassiné par le NKVD en 1938 dans une clinique parisienne, elle a oublié Serge Sedov, le cadet. Celui-ci, davantage passionné par son métier d'ingénieur et le sport que par le combat contre la bureaucratie stalinienne, restera en URSS après l'expulsion de son père et tentera d'y poursuivre sa vie professionnelle et familiale en demeurant un « sans parti ». Épargné pendant quelques années en raison de son apparente neutralité et de ses compétences professionnelles, mais néanmoins pestiféré, il sera finalement déporté puis fusillé le 29 octobre 1937 dans le cadre des grandes purges. Refusant d'avouer les crimes dont on l'accusait, en particulier le sabotage de son usine, il priva ainsi Staline de la satisfaction de salir une fois de plus le nom de Trotsky. Une partie du livre de Jean-Jacques Marie est consacrée aux péripéties de la contre-révolution stalinienne, l'autre à la vie de Serge Sedov, liaisons amoureuses comprises. Ceux qui connaissent bien cette période sombre et l'œuvre de Jean-Jacques Marie auront sans doute le sentiment de relire parfois les mêmes textes. En revanche l'historien nous fait découvrir la personnalité attachante d'un homme courageux et honnête qui a payé au prix fort ses origines familiales.

Gérard Delteil

Histoire

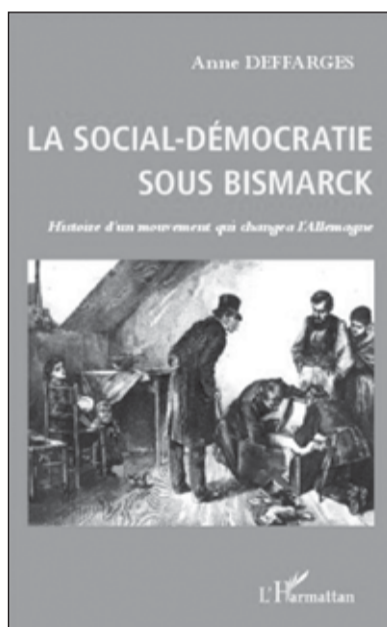
La social-démocratie sous Bismarck

Anne Deffarges, L'Harmattan, 2013, 25 euros.

Ce livre est le récit vivant d'une époque, de 1860 à la fin du siècle, par trop méconnue en France, où, à travers le dévouement et l'engagement de milliers d'ouvriers, d'employés, de femmes et d'hommes, s'est construit le premier grand parti moderne de la classe ouvrière, un parti révolutionnaire. Nous retenons le plus souvent de l'histoire de la social-démocratie sa faillite en 1914, et ensuite son intégration à l'ordre bourgeois. Ce livre nous fait connaître celles et ceux qui l'ont construite comme instrument de leur propre émancipation, quand la bourgeoisie et l'État sous la férule de Bismarck unifiaient l'Allemagne et développaient à grande vitesse leur appareil de production. L'Allemagne était alors le cœur du mouvement ouvrier international. Il décrit comment les associations culturelles ouvrières,

mis en place dans les années 1860 par la bourgeoisie elle-même afin d'utiliser les travailleurs contre la réaction féodale et les contrôler, devinrent un lieu d'agitation et de propagande socialiste. La classe ouvrière commençait à conquérir son indépendance. L'impulsion politique de ce tumultueux développement est donnée par des groupes militants assez restreints dont deux dirigeants seront l'âme, August Bebel et Wilhelm Liebknecht. Leurs deux voix furent les seules à s'opposer au vote des crédits de guerre au Reichstag en juillet 1870, une audace internationaliste qui arma bien des vocations et volontés militantes. Audace démultipliée par le rayonnement en 1871 de la Commune de Paris.

Un an après les succès électoraux de 1874 eut lieu la fusion des deux partis socialistes, alors que Bismarck



engageait une large répression pour étouffer les progrès du mouvement ouvrier. En 1878, il promulgue les lois contre les socialistes maintenues jusqu'en 1890. Ironie de la lutte, c'est en cherchant à contourner les interdits que les militants socialistes enracinèrent leur parti au plus profond de la classe ouvrière et de la société, en s'investissant dans toutes sortes d'associations avec une grande inventivité avant que la routine parlementaire, le réformisme, ne paralyse une large fraction de son appareil.

Passionnante histoire que celle de l'union du mouvement ouvrier et des idées socialistes modernes de Marx et d'Engels. Sans aucun doute aussi des enseignements pour celles et ceux qui veulent œuvrer à sa renaissance...

Yvan Lemaître

Polar: L'écriture sur le mur, Gunnar Staalesen, Folio policier, Gallimard, 2012, 7,70 euros.

Varg Veum, un ancien des services sociaux devenu détective privé, se voit confier une affaire de disparition d'adolescente. À peu près au même moment, il reçoit un carton annonçant son propre enterrement. Cette mauvaise blague est-elle une simple coïncidence ? Refusant de céder à la paranoïa, le privé norvégien se lance dans cette enquête qui le conduit à explorer les bas-fonds moraux de la société norvégienne. Malgré l'opposition de la police, il s'entête et met petit à petit au jour un réseau de



prostitution d'adolescentes, et se replonge dans son passé de travailleur social. La frénésie de consommation, qui nécessite d'importantes sommes d'argent, fait exploser les cadres moraux d'une partie de la jeunesse qui ne croit plus dans le fameux modèle scandinave, et qui se montre prête à tout pour pouvoir jouir sans entraves. Cette enquête fait écho aux nombreux scandales de prostitution adolescente ou étudiante qui défraient la chronique depuis quelques années.

Henri Clément

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h



L'Anticapitaliste | Libre expression

Algérie: un président et un système sans opposition ?

Nadir Djermoune est membre de la direction du Parti socialiste des travailleurs (PST), organisation algérienne en solidarité politique avec la IV^e Internationale. Nous lui avons ouvert nos colonnes pour qu'il nous parle de la situation économique, sociale et politique, à quelques mois des élections présidentielles.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Un chef de l'État malade, une classe politique qui s'accroche aux gestes du président, et une population qui retrouve sa fierté dans la qualification de son équipe nationale de football au Mondial brésilien. Qu'en est-il du reste ?

Champ économique

L'économie capitaliste algérienne est essentiellement construite sur la fiscalité pétrolière depuis les années 1970, même si les recettes pétrolières de 2012 étaient de 73,981 milliards de dollars sur un PIB de 207,96 milliards de dollars, selon les chiffres officiels. Les fluctuations des prix des hydrocarbures continuent à fragiliser la finance publique. C'est le cas dans la conjoncture actuelle. On assiste en effet à une dépréciation du dinar. Cette dépréciation est déclarée comme une forme de dévaluation, et présentée comme un acte volontaire et intentionnel pour limiter les importations des produits fabriqués en Algérie. Une manière de protéger l'économie nationale ! Or si c'est le cas, il faut préciser que cette dépréciation se traduira par une augmentation des prix des matières premières qui sont importées. Il faut souligner aussi que cette production nationale sera prise en charge par un secteur privé qui inscrit son action dans le cadre du libéralisme ambiant, selon les déclarations du Premier ministre Sellal. On assiste en réalité à un processus de transfert d'argent de la finance publique au privé, embelli par le slogan « production nationale », ce qui pose d'emblée la question de la capacité de la construction d'une quelconque souveraineté économique dans le cadre d'une privatisation globale. Quoi qu'il en soit, la prudence doit être de mise, insiste le discours officiel. Certains préconisent même le gel des salaires et l'arrêt des recrutements dans la fonction publique. Mais les projets des grands travaux d'infrastructures – réseaux autoroutiers, hydrauliques ou encore les transports urbains (tramway dans les principales villes

algériennes) – sont maintenus. Si cette situation perdure, ils vont sûrement être revus à la baisse, ce qui engendrera une fluctuation au niveau de l'emploi. Pour l'instant, on n'en est pas là. À court terme, le pouvoir dispose d'une certaine aisance financière qui lui permet de juguler cette « panne », quand on sait que l'Algérie n'est pas endettée. Le discours sur l'austérité est de ce point de vue destiné à freiner l'élan revendicatif des travailleurs et du monde populaire. Avec 1,5 milliard de dollars, c'est-à-dire quelque chose comme 2% des revenus des exportations des hydrocarbures, le projet de la grande mosquée par exemple, un projet pour la simple gloire du président, est maintenu. Ce qui nous donne une idée sur la marge de manœuvre dont dispose encore le régime...

Réactions sociales

Depuis 2011, sous l'onde de choc des révoltes tunisienne et égyptienne, nous avons assisté à une explosion sociale et une suite de grèves provoquées par une augmentation des prix des produits de première nécessité, et une baisse de la valeur du dinar. Le gouvernement de l'époque a réussi à contrôler la situation en satisfaisant un certain nombre de revendications sociales et salariales. Il a réussi à maintenir la contestation sur le terrain social. Par une gestion pacifique des rassemblements, il a évité tout dérapage qui aurait transformé des conflits sociaux en révoltes politiques. C'est ainsi que la contestation sociale a été dissociée de l'action politique. Mais la protestation sociale ne s'est pas arrêtée pour autant. Saisissant cette « tendance » qu'à le pouvoir à céder pour éviter tout débordement sur les questions politiques, les grèves et protestation se sont prolongées, certes en dents de scie, mais elles sont réelles.

Réponse du pouvoir

La réponse du gouvernement reste la même : céder quand il s'agit des

aspects financiers et empêcher tout débordement sur le terrain politique. Or, sur ce terrain, il est relativement tranquille. L'opposition reste incapable de présenter une réponse politique conséquente et crédible. L'heure est au consensus, dit-on ! Ceci s'explique par l'intégration des élites politiques dirigeantes et les composantes sociales qui structurent des principaux partis politiques composant l'opposition. Le capitalisme version Bouteflika a réussi à donner un socle social et économique à une bourgeoisie qui a désormais pignon sur rue, mais qui n'a pas encore sa « pensée politique ». Il a reconstruit une couche moyenne qui n'a plus besoin d'islamisme pour capter ses errements idéologiques. Il a réussi à émettre les classes populaires et à absorber une bonne partie de la contestation sociale dans un tunnel populiste.

Crédibilité de l'alternance

La tradition « bonapartiste » du pouvoir algérien, consolidée par les crises successives qui ont traversé l'Algérie, a servi Bouteflika qui a souvent cherché le plébiscite populaire pour régner en seul maître à bord, incontesté et incontestable. Sa maladie a toutefois affaibli son pouvoir personnel. Mais sa volonté d'aller jusqu'au bout de son règne trouve un écho chez les différentes fractions politiques et sociales qui composent et structurent le pouvoir algérien. Elle trouve en revanche de l'indifférence chez une partie des couches populaires. Si les premières ont tout intérêt à maintenir le statu quo politique qui sert royalement leurs intérêts économiques par une largesse dans la distribution de la manne financière dont il dispose, le désintéressement de la deuxième catégorie s'explique surtout par un dépit devant l'absence de projet politique alternatif, ne serait-ce qu'en termes d'alternance à l'intérieur du même régime. Il est vrai cependant que la recherche de stabilité est nourrie par une relative amélioration des conditions

sociales et économiques des Algériens, en comparaison avec la situation antérieure. Elle est surtout alimentée par la peur d'un retour à l'insécurité au regard de ce qui se déroule chez les voisins libyens, égyptiens ou encore syriens. L'option d'un quatrième mandat n'est donc pas à exclure. La grande inconnue reste toutefois l'attitude des électeurs. Une forte abstention et un désaveu populaire terniront l'image d'un président à la recherche d'un dernier plébiscite. Un scénario technique pour sauver la mise serait en construction : il s'agirait de procéder à une révision constitutionnelle soumise avant la fin du mandat actuel, introduisant un amendement rendant possible le prolongement du mandat présidentiel et instaurant par la même occasion le poste de vice-président qui lui succéderait en cas d'un décès prématuré. Ce qui permettrait en même temps une « alternance » douce.

Gauche révolutionnaire ?

L'absence d'une opposition conséquente et crédible se situe aussi à gauche. Dans ce qu'on pourrait désigner comme gauche parlementaire, représentée par le PT [Parti des travailleurs représenté au Parlement et lié au POI français], le discours est à la défense des frontières contre les attaques impérialistes imminentes. Car, comme ses voisins arabes, l'Algérie est dans le collimateur de l'Otan, selon cette critique ! Cela justifie le soutien peu critique au président, présenté comme garant de cette stabilité. Ce discours antilibéral prend ainsi une allure réformiste et son anti-impérialisme une forme inconséquente. Le reste de la gauche s'est malheureusement affaibli et émietté. Les inerties idéologiques et les différences politiques mises en avant cachent mal l'absence d'un projet alternatif à la portée des masses d'aujourd'hui. L'heure est au rassemblement de cette gauche malgré les difficultés. Ce à quoi s'attelle laborieusement le PST. Le vendredi 29 novembre 2013.

Vu ailleurs

le Parisien Un rapport parlementaire montre que 12% des salariés européens détachés en France sont français. [...] Si le travailleur polonais est le salarié le plus détaché en France, la deuxième place est occupée par le travailleur hexagonal. Une bizarrerie qui montre l'imagination sans bornes développée par certaines entreprises pour contourner les réglementations et faire baisser leurs coûts. « Et le pire, c'est que le procédé est parfaitement légal, assure une source ministérielle. Le travailleur français s'inscrit dans une agence d'intérim installée à l'étranger, essentiellement au Luxembourg. Il est ensuite détaché pour travailler en France et le tour est joué. Et, comme le duché a des charges sociales moins élevées, l'entreprise est gagnante. » Un phénomène surtout présent aux frontières françaises et notamment à l'est du pays. « Certaines agences d'intérim ont flairé le bon coup, reconnaît cette source. Mais, même si c'est légal, ces agences ne sont pas complètement exemptes de reproches. Le détachement doit respecter de nombreuses conditions, notamment de durée. Elles peuvent donc être sanctionnées. Encore faut-il que le nombre de contrôles soit suffisant. »

Extrait de « Quand la France importe sur son sol des travailleurs français », Vincent Vériér, le Parisien, lundi 2 décembre 2013.



S'abonner

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo (14 euros/trimestre)

Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo (10 euros/trimestre)

Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET
|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|
|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|

Date :
Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard
Hebdo 6 mois 28 euros 1 an 56 euros
Mensuel 6 mois 22 euros 1 an 44 euros
Hebdo + Mensuel 6 mois 50 euros 1 an 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo 6 mois 20 euros 1 an 40 euros
Hebdo + Mensuel 6 mois 38 euros 1 an 76 euros

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npsa2009.org